

# Histoire de Béziers et du Biterrois

## Le XX<sup>e</sup> siècle à Béziers

### Sommaire :

- ▶ Béziers à l'aube du vingtième siècle :
- ▶ L'entre-deux-guerres, 1918 -1939
- ▶ La seconde guerre mondiale
- ▶ L'immédiat après guerre
- ▶ La ville entre déclin et reconversion

### Béziers à l'aube du vingtième siècle

#### Une ville d'une seule activité : le vin

Occupant dès la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle les collines caillouteuses, à la périphérie du Biterrois, le vignoble s'est étendu au XIX<sup>e</sup> siècle et ne s'est arrêté qu'au ras des dunes du littoral. Modelant le relief, et faisant disparaître les vestiges de l'antiquité sous la mer de vignes, serrant au plus près les dernières maisons des villages, les vignes façonnent le paysage. Vers 1900, l'importance de la viticulture dans l'arrondissement de Béziers est soulignée par quelques chiffres : l'arrondissement produit 6 296 Mhl soit 31,04 % de la production du Midi viticole, il est celui dans lequel il y a le plus de grandes propriétés, 2,78 % des propriétaires capitalisent 61,6 % du revenu du sol, le rendement à l'hectare est important.

Le triomphe de la vigne entraîne la ville dans le sillage d'une seule activité : le vin. Dès le dernier quart du XIX<sup>e</sup> siècle, la vigne a commandé le développement industriel en faisant naître des activités dérivées ou, dans la dernière décennie en suscitant des investissements dans des industries industrielles distinctes. Il en résulte une véritable mutation industrielle. Les industries traditionnelles : tannerie, mégisserie, poterie, fabrique de bougies et de chandelles, de verdet, voire le textile déclinent et laissent place à des industries qui évoluent considérablement, ouvrant ainsi le Biterrois à la révolution industrielle qui s'est amorcée dès le second empire, à l'emploi croissant de machines, aux perfectionnements techniques. La tonnellerie cède la place aux wagons foudres et aux cuves en béton. Le Docteur Hubert, scientifique suisse installé à Béziers, en 1896, crée son laboratoire d'analyses et de recherches au service du vin, initiant ainsi l'âme œnologique de la société. Un laboratoire d'œnologie créé en 1894 se transforme en usine de produits œnologiques et donne naissance à la Littorale. L'industrie chimique prend naissance avec la société d'engrais de Tournissac qui est créée en 1908. L'industrie mécanique se développe : en 1898 deux fabriques d'appareillage viticole voient le jour, les établissements Vernette commercialisent le matériel viti-vinicole et en particulier, la charrue vigneronne et la charrue sulfureuse, destinée au traitement des maladies parasitaires de la vigne.

La fortune des établissements Gaillard est exemplaire de cette activité tournant autour du vin mais qui la dépasse, se rendant indépendante de la viticulture. Sa fortune, en partie fondée sur la prospérité viticole lui permettait de créer ou de contrôler un véritable empire industriel dans tout le Biterrois : mines, électricité, matériaux de construction, engrais, sulfate, tonnellerie, distillerie...

Béziers est le grand marché du vin. Les négociants en vins du Biterrois, les maisons de vins, les sociétés de commerce de vins, les courtiers et les commissaires se multiplient : en 1919, on compte 150 négociants ou commissaires sur Béziers et 40 sociétés. Le commerce du vin, les industries viti-vinicoles, les services qui leur sont associés, en particulier les chemins de fer, et les profits capitalistiques qu'ils engendrent drainent des capitaux sur Béziers. Les retombées du travail et de la consommation ajoutent à cette prospérité. Une fièvre envahit la ville, multiplie les initiatives locales qui foisonnent ; les créations d'entreprises et de sociétés se multiplient. Les activités de banque accompagnent cette prospérité, même les vieilles familles biterroise s'y intéressent et fondent leurs banques.

La prospérité, et l'explosion démographique que connaît la ville entraînent la création et le développement de sociétés de distribution. La Ruche du Midi et en 1891, les Docks méridionaux d'alimentation, entreprise familiale «Ayrivié frères» qui distribue d'abord les produits Félix Potin avant de s'installer sous sa marque et de créer une grande entreprise succursaliste de 42 magasins en 1911, 556 en 1939 et de rayonner sur onze départements, entre la Garonne et le Rhône et dessinant une zone de chalandise étendue et soulignant le rôle de carrefour de Béziers.

La crise se profile cependant dès le tournant du siècle. La brutale chute des cours du vin, à partir de 1900, plonge la population du Midi dans le désarroi, suscite la protestation et souligne les aspects économiques et sociaux de la crise. Elle se traduit par la baisse des revenus des propriétaires qui réduisent leur train de vie, les dépenses somptuaires, les salaires des ouvriers et qui n'hésitent pas à débaucher partiellement ou totalement leurs ouvriers. Certains vigneron, dans l'incapacité de payer leurs impôts, voient leurs biens saisis par les huissiers. Les ouvriers agricoles sont les grandes victimes de la crise : la plupart d'entre eux n'ont plus aucune garantie d'emploi et se trouvent réduits au chômage. Ils doivent vivre d'expédients. Certains d'entre eux doivent quitter la région pour les régions industrielles ou l'Algérie. La crise touche l'ensemble de l'économie régionale aussi bien au niveau de l'industrie que du commerce et entraîne une augmentation brutale des faillites.

Cette crise suscite une protestation générale qui culmine au printemps 1907. Entre le 24 mars et le 9 juin douze meetings, tenus le dimanche sont organisés par le Comité d'Argeliers constitué autour de Marcellin Albert. Conduits d'abord dans le calme et l'ordre par ce même Marcellin Albert et Ernest Ferroul, ces meetings successifs qui se tiennent avec l'accord des autorités réunissent de plus en plus de monde culminant entre 500 000 et 600 000 personnes, le 9 juin à Montpellier. Mais l'émeute de Béziers qui entraîne la démission du maire radical-socialiste Émile Suchon, le mot d'ordre de démission des municipalités lancé le 9 juin à Montpellier entraînent la réaction de Clemenceau et l'arrestation des membres du Comité d'Argeliers et de Ferroul, rendus responsables des démissions de maires et des divers incidents qui s'étaient produits. Ils conduisent à des affrontements avec la troupe et aux fusillades tragiques de Narbonne des 19 et 20 juin qui font des morts. L'émeute de Perpignan qui se traduit par l'incendie et la mise à sac de la préfecture, les nuits agitées de Montpellier où sont incarcérés les dirigeants du mouvement viticole, la mutinerie du 17e RI de Béziers conduisent au paroxysme de la crise, et laissent se profiler le spectre de la guerre civile. L'entrevue entre Albert et Clémenceau et les mesures contre la fraude dénoueront la crise.

Les comportements des hommes expliquent en partie le paroxysme des événements. Si Albert Marcellin et le Comité d'Argeliers recommandent avec insistance le calme et l'ordre, au fil des jours, certains orateurs vont au delà des consignes. Bourges, vice-président du Comité d'Argeliers évoque des moyens illégaux, Ferroul parle de saboter l'impôt et impose à Albert l'ultimatum au gouvernement. Ernest Ferroul, maire de Narbonne, est un tribun, sûr de lui, profondément attaché à sa région et à sa langue d'oc, tonitruant et manœuvrier, capable de changer brutalement d'avis avec la plus grande assurance. S'il se rallie à Albert, qu'il méprise, c'est

pour tenter de prendre la tête du mouvement et pour l'orienter vers une lutte frontale contre le gouvernement. C'est lui qui après l'ultimatum du 10 juin, pousse à la démission des municipalités avant même la fin de la discussion à la chambre de la loi contre la fraude. C'est lui qui le 10 juin, à l'hôtel de ville, remplace le drapeau tricolore par le drapeau noir et la bannière du Languedoc. Sa stratégie, si elle paraît inspirée en partie par la perception de ce qu'il y avait d'identitaire dans la révolte du Midi et sa personnalité de félibre rouge, est cependant toute personnelle et en tout cas éloignée des analyses de son parti. Devenu le leader incontesté du mouvement des vignerons, après le discrédit injuste qui frappe Albert, il n'en présente pas moins une image brouillée due au fait que ces succès sont obtenus au prix du soutien que lui accordent les royalistes et les conservateurs.

La totalité des journaux nationaux accorde une grande attention à ce qu'ils appellent les événements du Midi leur donnant une grande résonance. Des reporters de la presse étrangère, italienne, espagnole, anglaise, américaine accourent et en rendent compte. Le Petit Méridional, la Dépêche de Toulouse qui traduisent une sensibilité radicale socialiste, l'Éclair, qui est le grand quotidien régional monarchiste, les quotidiens de tendance socialiste SFIO, couvrent les événements mais dans l'optique des journaux d'opinion, nombreux à l'époque.

Les causes de la crise sont d'abord lointaines. Le phylloxéra à partir de 1863 et jusqu'à la fin des années 1980 a détruit l'ensemble du vignoble français et touché gravement mais inégalement le vignoble de la région. Il a conduit à la reconstitution du vignoble à partir de nouvelles variétés de cépage, le Carignan, le Grenache et surtout l'Aramon capable de donner en basse plaine d'énormes rendements accompagnés de faibles degrés. Il en résulte la nécessité de coupage avec les vins d'Algérie et deux conséquences : la production de vin d'Aramon attire les importations et augmente la quantité de vin jetée sur le marché et par conséquent laisse planer le spectre de la surproduction.

De nombreuses lois ont défini ce que devait être le vin naturel, les vins artificiels. En particulier la loi du 6 août 1905 qui réprime les fraudes sur les vins et spiritueux, limite l'emploi du sucre. Malheureusement, au début de 1907, les textes d'application de la loi n'ont pas encore été pris. Ponctuant le mouvement de protestation du printemps 1907, les lois du 29 juin et du 15 juillet 1907 fixent la norme concernant le mouillage des vins, les abus du sucrage et la déclaration de récolte pour rendre plus difficile la fraude. Si ces lois sur les vins prises sous la pression de la rue ont le mérite de représenter une étape importante dans l'intervention de l'État pour réguler le marché, il n'en demeure pas moins qu'elles ne s'attaquent pas à la racine profonde de la crise.

En dépit de quelques esprits lucides, la protestation du Midi s'est abritée sur des causes apparentes telles que la fraude et n'a pas su déceler la cause profonde de la crise et le handicap récurrent qui subsiste de nos jours : la crise de la surproduction due à une distorsion entre la production et la consommation, entre l'offre et la demande et la crise structurelle majeure qui est de ne faire reposer l'économie que sur une seule activité.

Deux petites récoltes en 1910 et 1911 agissant directement sur la production permettent la reprise des affaires. Les cours remontent et retrouvent le niveau du début du siècle. Le sort et le développement place de Béziers, métropole du vin, centre de commerce des gros vins, des alcools et des industries qui s'y rattachent paraissent plus que jamais liés à la prospérité assurée par le vignoble.

## L'explosion démographique

En dépit des crises du phylloxera entre 1881 et 1886 et de la mévente après 1901 qui amèneront une diminution de la population, la prospérité que connaît et le développement économique le Biterrois se traduisent par une véritable explosion démographique. La ville passe de 14 566 habitants en 1821 à 52 910 en 1901, soit une augmentation de plus de 363 %. L'augmentation de la population est alors plus importante et plus précoce que dans l'ensemble des autres villes du Languedoc. Cependant à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et dès 1901, le mouvement se ralentit par rapport à Montpellier ou Nîmes.

Comme la natalité a décliné régulièrement entraînant un solde naturel constamment négatif, cette explosion démographique est essentiellement due à l'immigration. La prospérité et le développement économique de la ville entraînent un accroissement du marché du travail, un besoin réel de travailleurs dans les secteurs de la viticulture, des industries qui voient le jour, des services, notamment dans le chemin de fer. Le recensement de 1891 fait apparaître que 58,72 % de la population viennent d'ailleurs. Sur les 15 327 français nés hors du département de l'Hérault, 26 % viennent du Sud du Massif Central, du Tarn (Castres, Labruguière, Mazamet), de l'Aveyron, du Cantal. Constituant le phénomène Gavatch, ils sont employés comme vendangeurs, ouvriers agricoles permanents, mais sont aussi marchands de salaisons et cafetiers. Près de 13 % sont originaires de l'Aude et du Gard, sans doute attirés par la proximité et le commerce des vins. Près de 7 %, du Tarn-et-Garonne, souvent spécialisés dans le commerce des fruits et des primeurs. Un peu plus de 9 % sont originaires de l'Ariège et de la Haute-Garonne, souvent laitiers ou commerçants. Plus de 8 % sont originaires du Sud-Est. Des Italiens, venus après un séjour en Savoie travaillent assez souvent dans le bâtiment.

Beaucoup de ces arrivants, en particulier les Gavatches, travaillent dans le secteur agricole, dans les domaines qui entourent la ville, mais pas exclusivement, beaucoup s'orientent vers le commerce qui est florissant à Béziers. Comme à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, les grandes activités de la ville sont l'activité agricole, l'activité de commerce et de services, les activités industrielles. Caractéristique originale, Béziers est alors une ville de domestiques employés par la bourgeoisie terrienne qui habite en ville : bonnes, cuisiniers, femmes de chambre, valets de chambre, cochets, précepteurs, sans compter les travailleurs à la journée, laveuses, repasseuses, lingères.

On distingue alors dans la bourgeoisie locale une bourgeoisie terrienne propriétaire d'un domaine, d'une habitation dans un quartier ancien, qui dispose d'une domesticité ; des propriétaires de terres en dehors de la commune qu'ils n'exploitent pas directement ; des propriétaires d'immeubles, des rentiers vivant de placements mobiliers. Comme la vigne est alors le symbole de la réussite, investissement et source de revenus, la propriété de la vigne est recherchée par les acteurs du milieu industriel et du négoce, comme par les professions libérales. À côté des familles terriennes qui demeurent volontiers conservatrices, s'affirme alors à Béziers, une bourgeoisie éclairée, en partie intellectuelle, de sensibilité républicaine et radicale.

Les nouveaux arrivants viennent naturellement grossir la classe ouvrière autour des deux noyaux principaux que constituent les salariés de la viticulture et les salariés des chemins de fer. Phénomène nouveau, l'immigration étrangère, venue surtout d'Espagne, des Catalans et des Majorquins, se développe à partir de 1891 et augmente fortement dans les deux décennies suivantes, jusqu'à atteindre 6 % de la population en 1911.

## Le boom de l'immobilier et de l'urbanisme

A Béziers, comme dans beaucoup de villes, compte tenu de l'urbanisation croissante, l'urbanisme du XIX<sup>e</sup> siècle entraîne de nombreux changements qui s'expriment par le développement de l'espace bâti, le percement de voies à travers le tissu urbain ancien, la construction de grands bâtiments. La prospérité viticole et économique qui dégage des capitaux et les rend disponibles pour l'investissement immobilier, la croissance démographique qui multiplie les besoins de logements, les nécessités de la circulation, le rôle structurant des infrastructures et en particulier des infrastructures ferroviaires, la prise en compte du progrès concourent au développement et à la modernisation de la ville et laissent percer quelques mutations majeures dans l'occupation de l'espace.

La démolition des remparts au début du XIX<sup>e</sup> siècle avait déjà marqué l'ouverture d'une cité fermée et repliée sur elle-même. Le nivellement de la place de la Citadelle, puis l'aménagement des Allées avaient donné une première grande extension à la ville historique. En même temps, la ville s'étend pour loger une population nouvelle. Le monde ouvrier se loge dans les vieux quartiers ou à la périphérie. Comme les inondations rendent difficile l'occupation de la plaine de l'Orb, de nouveaux quartiers apparaissent autour des infrastructures ferroviaires : gare du Midi et gare du Nord, de points structurants tels la caserne de cavalerie et les abattoirs et fait nouveau au delà des allées, le long de l'avenue de Bessan (avenue Saint-Saëns) et de la route de Montpellier (avenue Georges Clémenceau). Ainsi s'esquisse l'axe des Allées regroupant à l'Ouest le centre ancien et à l'Est la construction de quartiers récents appelés à des extensions alvéolaires.

Du point de vue édilitaire, il semble alors qu'il y ait une hésitation entre l'aménagement du centre et un aménagement extérieur, périphérique esquissé par la constitution du péri centre. Hésitation entre coupure ou complémentarité que l'établissement d'un réseau de tramway à la jointure des siècles laisse deviner. Cette hésitation entre l'aménagement du centre et de la périphérie est exprimée par les positions respectives des partisans du centre et de ceux de la périphérie. Elle éclate au grand jour au conseil municipal en 1910, 1911 à propos du site à choisir pour le futur bureau de poste et oppose ceux qui plaident pour l'installation sur les Allées ou près de la Caisse d'Épargne et ceux qui sont partisans de l'installation sur la Place des Trois-Six où elle sera finalement implantée.

Le débat particulièrement passionné reste encore actuel. Les uns disent : « *vous avez tout : la sous-préfecture, le Palais de justice, le greffe, le lycée de garçons, la bibliothèque et vous voulez encore y ajouter la Poste ?* » Ce à quoi les autres répondent : « *le lieu le plus favorable est le vieux Béziers qui n'est pas mort, qui ne veut pas mourir. Et en tout cas, nous nous refusons à lui donner le dernier coup. Il y va de l'intérêt des commerçants qui ont droit à notre sollicitude, parce que très éprouvés (après 1907) et dont nous sommes et resteront les défenseurs énergiques.* »

En même temps, un certain nombre de fonctions de la ville historique tendent à se déplacer ou à se dilater dans l'espace urbain. Ce sont d'abord les Allées qui s'enrichissent de plusieurs fonctions : fonction de loisirs et de divertissement avec le kiosque à musique de la Citadelle et le théâtre, prolifération des cafés, espace de déambulation, fonction résidentielle et d'investissement pour la bourgeoisie, fonction économique avec le marché du vin, l'installation des banques, des sociétés industrielles ou liées à la viticulture, fonction commerciale avec les Nouvelles Galeries. Les nouvelles artères, s'ouvrent aux activités tertiaires et commerciales : ameublement, vêtements, chaussures, bijouterie, lingerie pour la rue de la République, activités plus artisanales pour la rue Nationale. Dans les nouveaux quartiers s'installent des négociants en vins, des commissionnaires et de entrepôts autour de la gare du Midi et de nombreux artisans autour de la gare du Nord.

La prospérité viticole et l'explosion démographique qu'elle engendre conduisent la ville à rechercher un horizon plus lointain, là où elle trouvera de la place. C'est ainsi qu'en 1896, l'initiative privée conduit à la construction des Arènes du plateau de Valras. En 1912, s'ébauche l'hôpital Perréal qui ne sera définitivement achevé qu'en 1932. Toujours en 1912, à l'initiative de la ville et à celle privée de Louis Viennet s'élève le temple du rugby, le stade de Sauclières devenu aujourd'hui un lieu de mémoire du rugby.

Même recherche d'espaces à horizons plus lointains avec deux quartiers : les Allées (qui se trouvent alors en périphérie) et la gare qui se situe à des horizons plus lointains. En ce qui concerne les Allées entre 1860 et 1875 un acte municipal organise de façon rationnelle la Promenade en programmant le théâtre, la statue de Pierre Paul Riquet et le Plateau des Poètes conçu alors comme une annexe des Allées. La gare est alors un lieu animé fréquenté par les voyageurs se déplaçant en train sur des distances plus longues et en un temps plus court. Le quartier acquiert une fonction commerciale avec les magasins généraux et l'expédition de vin, les docks méridionaux, la gare de marchandises. Et une fonction industrielle avec les activités qui s'implantent près de la gare : l'usine à gaz, Fouga en 1920. Il acquiert une fonction de peuplement autour de l'avenue Gambetta. Ainsi à partir des Allées se constitue, en périphérie, ce que nous appelons aujourd'hui le péri centre et qui nous semble actuellement le centre ville.

Signe des temps et de la prospérité du Biterrois, la fin du XIX<sup>e</sup> siècle voit surgir dans le Biterrois et dans la proche campagne de Béziers un certain nombre de châteaux construits en faisant appel aux plus grands architectes de l'époque comme le bordelais Garros. Ce sont les châteaux pinardiens, jugés longtemps sévèrement mais qui retrouvent grâce de nos jours. Certains de ces châteaux qui se trouvent situés sur les avenues Saint-Saëns, Wilson ou le Boulevard de Genève se sont retrouvés cernés par l'urbanisation.

Toute cette extension de la ville s'accompagne d'équipements nouveaux ou de nouveaux édifices : usine à gaz, halles centrales, bureau de postes de l'hôtel de ville, établissements scolaires, maison du peuple, école pratique pour le commerce et l'industrie, commerces, lieux de loisir. Si bien qu'on peut habiter, travailler, trouver ce dont on a besoin sur place ou à proximité immédiate. La ville demeure une ville de courtes distances, et le centre ville, où se trouvent les services publics et les magasins est facilement accessible. C'est encore une ville de mixité sociale : s'il existe des quartiers populaires tels le Capnau et Canterelles, d'autres comme la rue de la Madeleine, la rue du 4 septembre et les abords de la cathédrale sont marqués par un mélange social différencié seulement par une stratification verticale.

## **Une ville d'avant garde dans la spectacle lyrique et la peinture**

Grâce à la prospérité viticole du siècle d'or et à l'aisance qui en découle, Béziers, dans toutes les couches sociales, trouve ou retrouve à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et au début du XX<sup>e</sup>, le sens de la fête et se projette dans des événements festifs, culturels et dans des représentations lyriques aux arènes de Béziers. Fernand Castelbon de Beauxhostes, est le grand ordonnateur de cette aventure lyrique et d'une expérience extraordinaire qui demeure vivace dans la mémoire de la cité.

Porté par ce mouvement, Castelbon trouve dans les arènes de Béziers, dans leurs qualités acoustiques et leurs larges dimensions, dans leur capacité d'accueil, un terrain d'élection. Le développement du rail lui permet d'établir des relations rapides pour l'époque avec la capitale, de fréter spécialement des trains, d'engager et de recevoir les grands noms de la scène parisienne, d'attirer les touristes.



A partir de 1898 et jusqu'en 1911, presque sans interruption, Béziers va se projeter dans une aventure lyrique qui lui apporte une formidable réputation de ville de spectacles et de plaisirs. Les journaux célèbrent cette aventure en parlant de « Bayreuth français ». Les artistes les plus prestigieux de Paris ou de la Scala de Milan se produisent à Béziers, les mélomanes venus de la capitale et de toute la France affluent. Béziers devient une ville à la mode où il est de bon ton de se montrer. Toute la population biterroise, de la ville et des campagnes, des beaux quartiers et des quartiers populaires se presse dans les arènes. Intellectuels, bourgeois, ouvriers, paysans, agriculteurs, venus en foule, réservent un accueil enthousiaste à ce spectacle populaire qui recueille le plus souvent une immense ovation« *une clameur colossale et terrible qui grandit comme un orage* » raconte un témoin.

Alors que l'âge d'or de Béziers favorise un développement économique vertigineux, une grande prospérité, un goût de la fête et de la musique qui permirent l'aventure lyrique du mécène Castelbon de Beauxhostes, Gustave Fayet, né à Béziers le 20 mai 1865 dans une famille de propriétaires viticoles, devient l'un des premiers collectionneurs des œuvres de Gauguin et son mécène qui soutient par ses mandats un Gauguin malade et désespéré au bout du monde. Il acquiert et possède alors des œuvres de Degas, Manet, Monet, Pissarro et surtout Odilon Redon. Il enrichit sa collection des œuvres de Cézanne, Matisse, Montfreid, Puvis de Chavannes, Fantin-Latour, Sisley, Picasso, Van Gogh dont il possèdera les Bohémiens, le Jardin de Daubigny et l'Autoportrait à l'oreille bandée et à la pipe. Curieux et éclectique dans ses choix, sur la fin de sa vie, Fayet développe aussi un goût pour les arts d'Extrême-Orient (bouddhas, art chinois et japonais), si bien qu'on peut le considérer comme le plus grand collectionneur du XX<sup>e</sup> siècle. Devenu Conservateur au musée de Béziers, dès 1901, il organise dans sa ville natale une exposition qui rassemble les grands exclus de l'époque : Cézanne, Gauguin, Redon, Van Gogh et Picasso. Les deux premières rétrospectives consacrées à l'exilé des Marquises, d'abord à Weimar, en 1905, puis à Paris, en 1906, et qui vont bouleverser l'histoire de la peinture, n'auraient pu se tenir sans lui.

Pour une fois dans l'histoire de l'art, grâce à Castelbon de Beauxhostes pour le spectacle lyrique et à Gustave Fayet pour la peinture, Béziers et la province précèdent Paris.

## Les années de guerre, 1914-1918

La guerre réserve à Béziers son lot de souffrances et de deuils. La ville perd sur le front français, à Verdun, sur la Somme, en Champagne, en Lorraine et en Belgique 1 272 de ses fils, des hommes jeunes qui y sacrifient leur vie. A ce lourd tribut en hommes s'ajoutent les souffrances et les privations chez les plus démunis, les décès civils et la mortalité de l'épidémie de la grippe en 1918 à laquelle la population, affaiblie, résiste mal.

A la veille du déclenchement de la guerre, Béziers est une ville d'une seule activité, le vin. La viticulture en suscitant des investissements a fait sa prospérité, revenue assez rapidement après la crise de 1907. La ville qui compte en 1914 entre 52 000 et 53 000 habitants connaît une explosion démographique qui n'est pas due à la natalité naturelle mais à un apport extérieur et à l'immigration dont celle venue d'Espagne qui s'avérera précieuse pendant la durée de la guerre. C'est aussi une ville d'hégémonie et de sensibilité radicale qui n'échappe pas totalement à l'influence de Jean Jaurès, ni à celle de Louis Laferre (1861-1929) député radical-socialiste de Béziers, l'un des principaux leaders nationaux du parti républicain-radical et radical-socialiste qui s'était créé en 1901. Son Maire, Albert Signoret, est radical indépendant.

## L'union sacrée

La guerre qui est déclarée le 3 août 1914 ne prend pas la ville au dépourvu. La droite et les radicaux y sont favorables pour des raisons nationales. A l'unisson avec toute la nation française, la déclaration de guerre est acceptée ainsi que l'ordre de mobilisation et le passage du service militaire de deux à trois ans. L'union sacrée s'exprime dans la rue aux cris de Vive la France et traduit un esprit patriotique que les maîtres d'école avaient favorisé. L'idée que le pays est menacé, de l'ennemi héréditaire, le sentiment d'être victime d'une agression injustifiée, la cohésion de la nation qui se manifeste dans tout le pays, est profondément partagée par les Biterrois qui participent à l'enthousiasme dans lequel s'effectue la mobilisation et la concentration des troupes. Il est vrai que chacun est persuadé que la guerre sera courte et victorieuse.

## La participation à l'effort de guerre

Dès les premiers mois, en raison des énormes pertes subies par les armées, le problème des effectifs se pose. Il faut donc appeler les classes par anticipation, récupérer des hommes sur les ajournés et les ajournés des classes anciennes. Béziers n'échappe pas à cet effort qui concerne toutes les classes sociales. Entre 4 000 et 5 000 hommes seront mobilisés sur quatre ans, ce qui représente 10% de la population de Béziers..

La ville et sa région n'échapperont pas plus aux réquisitions, de chevaux, de vélos, de denrées, de biens, ne les subissant pas certainement de gaieté de cœur mais sans opposition majeure. Pour répondre aux besoins financiers que la guerre aggrave, les Biterrois participent aux emprunts : « *un français ne peut refuser d'apporter son aide à la patrie.* »

## Les conditions de vie au quotidien

Comme partout en France, Béziers subit et accepte des restrictions des libertés publiques : état de siège, censure préventive des télégrammes et de la presse, propagande officielle, droit de réquisition, contrôle des déplacements, fermetures d'établissements, blocage ou augmentation des prix notamment du fourrage et de la farine, rationnements alimentaires et cartes d'alimentation, modification de la composition du pain et des farines dans lesquels sont incorporés des produits de faible valeur nutritive, 80% de son.

Les problèmes de main d'œuvre et les conséquences économiques qu'ils entraînent se posent dès lors que des hommes jeunes, actifs sont partis et manquent du point de vue quantitatif et qualitatif. Comme partout ailleurs, on fait appel au travail des femmes, des enfants, plus tard à Béziers des prisonniers de guerre et à l'immigration espagnole qui constitue une véritable bénédiction pour la région, notamment pour les vendanges. La ville et la région participent aux efforts pour assurer une production suffisante pour répondre aux besoins.

Cependant la vie continue à Béziers. Les quatre cinémas qui fonctionnent, le théâtre, les concerts si prisés dans la région contribuent aux loisirs. Des journées à thème sont organisées : du poilu, des réfugiés, des vêtements chauds. Bien qu'encadrées par l'État, des associations de solidarité ou d'assistance se développent pour le secours aux prisonniers qui connaissent la faim et pour lesquels les colis sont les bienvenus, pour le vin du soldat, pour les parents de disparus. Une aide est accordée aux gens qui ont perdu un membre de leur famille sous forme d'allocation ou de pension. Comme on se tourne vers le ciel dans les situations difficiles, le sentiment religieux et la foi catholique connaissent un renouveau à Béziers où de nombreuses messes sont célébrées pour les défunts.



La plus grande souffrance est causée par l'angoisse que les familles éprouvent pour leurs combattants. La mort menace à chaque instant, même dans les secteurs les plus calmes. L'attente du courrier est une véritable épreuve. L'annonce des décès un véritable drame, en particulier pour le maire qui a le devoir de l'annoncer à la famille. Les transports de corps sont interdits, ce qui ne permet pas aux familles de faire leur deuil en accompagnant leurs défunts par une célébration funéraire. De nombreux soldats sont disparus sans qu'on sache où, ce qui augmente encore plus les souffrances. L'attente du bulletin officiel du décès est un supplice. Et cela, d'autant plus que le nombre de morts est conséquent et se chiffre à Béziers à 1 272, dont 1 000 soldats dans l'infanterie. Même augmentation de la mortalité civile (1 600 contre 1 000 avant la guerre).

En dépit de toutes ces souffrances, de tous ces sacrifices, des difficultés devenues quotidiennes, des angoisses et des deuils, lorsqu'en 1917 surviennent les mutineries et les grèves, la lassitude générale, Béziers et sa région tiennent bon et ne rompent pas l'union sacrée, soit par résignation, soit parce que les hommes ne sont pas là pour protester. Soit tout simplement parce que bien que située loin des régions les plus sinistrées, Béziers a su rester solidaire et garder sa foi en la nation, contribuant ainsi à la victoire. Une victoire célébrée dans la joie et le bonheur aux accents de la Marseillaise.

## **Les conséquences**

Le très large appel à la main d'œuvre féminine qui dans la région s'attèle aux travaux viticoles et à remplacer les hommes dans de nombreuses tâches ont pour conséquence d'assurer aux femmes les premiers pas vers le chemin d'une plus grande liberté et même à une syndicalisation. Sans toujours en mesurer l'importance et la profondeur l'émancipation féminine prend corps. Le sentiment religieux a remonté.

Durant les années de guerre, la baisse de la natalité est réelle à Béziers, mais dans les années qui suivent, elle n'aura pas de conséquences démographiques compte tenu de la poussée démographique qui s'y développera.

Le culte familial qui demeure puissant dans les familles, le souvenir perpétué par les monuments aux morts pour la France sur lesquels sont gravés les noms de ceux qui ne reviendront plus dans la commune, victimes et artisans de la victoire (à Béziers, le monument aux morts d'Antonin Injalbert) font naître un véritable culte du souvenir en même temps qu'ils confortent le sentiment d'appartenir à la Nation.

En outre, la guerre va procurer aux campagnards et provinciaux qui pour la plupart n'avaient jamais pris le train, ni le chemin des grandes villes, ce que l'existence quotidienne ne pouvait leur apporter, une extraordinaire aventure, un élargissement des horizons, de l'espace. Le suivi du déroulement des opérations de guerre sur les différents fronts élargi incontestablement la connaissance géographique aux dimensions de la France et du monde. Les difficultés rencontrées, les souffrances, la présence même aux armées et le sentiment des sacrifices consentis pour la nation donnent à chacun le sentiment de son importance, qu'il n'est plus un citoyen de seconde zone, qu'il enferme en lui un certain degré d'héroïsme. Cela fera naître chez certains une plus grande liberté de conscience, un sens plus aigu de la critique, voire la naissance d'autres rêves qu'ils avaient remis à plus tard à la déclaration de la guerre et qu'ils reprendront mûris par les épreuves et les sacrifices.

Comme un peu partout en France, Béziers et sa région ne seront plus les mêmes et s'achemineront vers la construction de nouveaux horizons plus lointains, vers des mutations, des

risques et des épreuves. Rien ne sera plus comme avant. Si le temps ne connaît pas encore des accélérations exponentielles, l'espace s'est incontestablement élargi à l'échelle du monde.

Par contre, la vie économique biterroise, après une courte perturbation, connaît de 1914 à 1918 une période particulièrement faste. L'intendance militaire réalise alors à des prix très avantageux et rémunérateurs d'importants achats de vins. Le commerce de la ville en profite et se développe. La prospérité provoque un afflux d'immigrants, en grande partie étrangers. Toutefois, tout le monde ne profite pas également de cette prospérité dans la ville. La guerre engendre non seulement des souffrances mais aussi des inégalités.

## L'entre-deux-guerres, 1918 -1939

La période de l'entre-deux-guerres est du point de vue économique difficile pour la France. La richesse nationale et celle des Français avaient en grande partie disparu au cours de la guerre. L'inflation diminuait progressivement la valeur du franc mais permettait une reconstruction rapide des régions dévastées et une certaine modernisation de l'industrie. L'activité du bâtiment et le progrès agricoles laissaient à désirer. L'essor fut brutalement stoppé par la crise économique mondiale qui gagna la France à l'automne 1929. Cependant, sauf dans l'agriculture, le marasme eut une ampleur relativement mesurée en raison de la moindre industrialisation du pays. Mais la faiblesse des structures économiques allait prolonger la crise jusqu'à la guerre : en 1938, dans de nombreux secteurs économiques, la production stagnait au niveau de celle de 1913. Après la crise de 1929-1932, alors que la Grande-Bretagne et la plupart des pays avaient dévalués leur monnaie, la France, en refusant la dévaluation vit ses prix internationaux augmenter à l'exportation. Il en résulta des difficultés intérieures qui conduisirent aux décrets - lois de 1935 engendrant la compression des dépenses, la réduction des traitements des fonctionnaires, une baisse générale qui rétablirent l'équilibre extérieur sans diminuer les tensions intérieures. Plus grave, poussé par des nécessités électorales, l'État releva les prix agricoles, et pratiqua dans ce secteur une politique opposée à celle qu'il imposait au reste de la nation (loi du 24 décembre 1935). Les conséquences furent de deux ordres : à l'intérieur, augmentation du coût de la vie, notamment dans l'alimentation, d'où l'exaspération des travailleurs et des troubles et à l'extérieur, l'écroulement de l'équilibre péniblement acquis à la période précédente.

Par contraste, la période de l'entre-deux-guerres fut une période faste pour Béziers. Contraste démographique d'abord. En France, dès 1871, des symptômes de faiblesse démographique étaient perceptibles. Ayant perdu au cours de la guerre près de deux millions d'habitants, le pays ne comptait plus en 1921 que trente-neuf millions d'âmes, soit un million de plus qu'en 1866. En 1938, sa population atteignait quarante-deux millions d'habitants. Un faible gain, dû beaucoup plus à l'immigration étrangère massive. A Béziers, au contraire, l'accroissement démographique est net. La ville compte 51 042 habitants en 1911 et 56 008 en 1921. L'accroissement est dû à un afflux d'immigrants, en grande partie étrangers, à telle enseigne que le nombre d'étrangers double dans la ville de 1911 à 1921. Durant l'entre-deux-guerres, la population progresse encore, en 1936, la ville compte 73 305 habitants. Cette progression, vive de 1921 à 1926, tend cependant au fil des années à s'essouffler.

C'est la prospérité économique qui engendre cette poussée démographique. Car du point de vue économique, et par contraste avec les difficultés économiques nationales, la période est faste pour Béziers. Cela s'explique par la structure de son économie centrée sur la seule activité du vin. Comme le vin et les alcools se vendent bien, surtout sur le marché national et peu encore à l'exportation, comme l'augmentation du prix du vin est supérieure à celle de l'inflation, comme de 1914 à 1925, le prix des vignes est multipliée par quatre, les viticulteurs épongent leurs dettes et les profits tirés de la viticulture rejaillissent sur le développement industriel et commercial. Et ce

d'autant plus que l'industrie, fortement centrée sur la vigne, échappe en grande partie aux turbulences nationales que rencontre le secteur industriel. Cette augmentation du prix du vin ne s'explique pas seulement par le marché. Le lobby viticole, dirigé par Edouard Barthe, obtient un soutien constant de l'État.

Dès lors, avec une prospérité viticole durable, le commerce et l'industrie se trouvent à leur tour confortés : magasins d'alimentation à succursales comme la Ruche du Midi ou les Docks méridionaux, les établissements Gaillard, les industries traditionnelles nées de la vigne (distilleries, fabriques d'engrais, de matériel agricole, chimie de la vigne, etc.). De nouvelles entreprises, moins directement liées à la vigne voient le jour : la société de matériel viti-vinicole Léotard et Jaume, la société métallurgique Pidoux en 1919. Les établissements Fouga créés 1920, à capitaux majoritairement biterrois, ont pour vocation la réparation de matériel ferroviaire roulant. Liés par contrat à la compagnie du Midi, ils connaissent une réussite immédiate et emploient deux ans plus tard 2 000 personnes. Leurs activités s'étendent et se diversifient : de la réparation du matériel ferroviaire et de la construction de wagons de marchandises et de wagons citernes, ils passent à la construction de carrosseries d'autocars. En 1936 ils orientent l'atelier de menuiserie d'Aire vers la construction aéronautique. Leur rayon d'action devient national : en 1937, les établissements Fouga passent des contrats avec la SNCF, à la fin des années trente, ils fabriquent pour l'armée des voitures pour l'intendance et des chenillettes. L'industrie biterroise travaille de plus en plus pour un large marché.

La bourgeoisie biterroise, vieilles familles, fortunes plus récentes, étrangers d'origine suisse ou italienne n'hésite pas à prendre des actions dans les entreprises qui se créent. Dès 1920, dans la société des basaltes de l'Hérault, en 1921 dans la Société anonyme pour la fabrication des agglomérés. Les Biterrois, rejoints par des Parisiens, des Marseillais participent aux augmentations de capitaux, notamment chez Fouga ou dans la Littorale. Ainsi s'amorce un changement de structure financière de l'économie biterroise qui lui permet, en dépit des faillites, de mieux résister aux renversements de la conjoncture.

Du point de vue financier, la prospérité générale et le développement du bassin économique rejaillissent sur la bonne santé de la succursale de la Banque de France de Béziers qui se situe à la 27<sup>e</sup> place, le même rang que Montpellier.

### **L'extension inéluctable des péri centres et l'éclatement urbain**

La prospérité et l'accroissement démographique qui l'accompagne, le besoin impérieux de main d'œuvre étrangère font naître une poussée réelle d'urbanisation. Après 1930, les horizons lointains, les péri centres, paraissent avoir gagné la partie. Malgré l'éternel dilemme entre le centre et la périphérie, la mairie en fait une ligne directrice de programmation de l'extension urbaine. Toujours au centre, en 1932, les premiers HLM Saint-Vincent à la place de l'Hospice. En 1945, les démolitions qui suivent la Libération autour de la cathédrale et en avant du pont vieux. Lorsque la sous-préfecture s'installe Place Suchon s'esquisse un espace regroupant caisse d'épargne et d'allocations familiales, lycée Paul Riquet, hôtel de police, central PTT. Un espace qui se révélera un non-centre du centre, car des équipements, aussi prestigieux soient-ils ne suffisent pas pour donner un ensemble structuré. Déjà de nouveaux projets tels que les boulevards périphériques esquissent un étalement et les immeubles collectifs, une différence d'échelle dans le volume architectural.

## L'hégémonie radicale

Les radicaux dominent la vie municipale : en 1924, l'industriel Émile Suchon est élu maire de Béziers et en 1932, le professeur Auguste Albertini, qui sera maintenu en fonctions en 1941 par décision du gouvernement, fonctions qu'il occupera jusqu'en 1944. En ce qui concerne, les élections législatives, l'hégémonie radicale est moins nette. En 1919, alors qu'on vote au scrutin de liste proportionnel, sont élus trois députés de droite, deux socialistes et deux radicaux. En 1924, le cartel des gauches enlève six sièges sur sept ; sont élus trois radicaux, deux socialistes et un républicain socialiste. Avec le retour au scrutin d'arrondissement en 1928, dans les deux circonscriptions auxquelles Béziers appartient, deux radicaux sont élus, en 1932, ce sont deux socialistes, en 1936, ce sont le maire radical Albertini et le socialiste Roucayrol qui sont élus.

Cette orientation politique est souvent en harmonie avec les choix électoraux du pays. A l'échelon national, si les électeurs votent massivement pour une majorité de droite, dite de Bloc National, en 1924, le Cartel des Gauches sort victorieux et s'assure avec le radical Edouard Herriot le contrôle d'un gouvernement radical homogène. Le Cartel des Gauches conserve la présidence du conseil avec le ministre Painlevé puis les trois ministères d'Aristide Briand. Si de 1929 à 1932, presque sans interruption, les modérés conservent le pouvoir, en 1931-32, la crise économique qui atteint la France leur fait perdre la majorité lors des élections de 1932 au profit des radicaux et des socialistes. Dans un contexte difficile, marqué par la montée des oppositions d'extrême droite et d'extrême gauche, l'instabilité ministérielle devient galopante. Si toutes les alliances électorales nouées en 1924, 1932 et 1936 se brisent sous l'influence des classes moyennes qui forment le tronc du parti radical et qui se portent à droite dès que des mesures anticapitalistes risquent de compromettre l'équilibre du budget, le taux de change ou de la rente, ou dès que l'agitation ouvrière paraît menaçante, les radicaux, aile droite d'une majorité de gauche ou aile gauche d'une majorité de droite, sont pratiquement de tous les gouvernements.

Durant l'entre-deux-guerres, Béziers dispute au chef-lieu, Montpellier, la place de premier centre politique de l'Hérault. La cité est le siège social des partis de gauche dominants dans l'Hérault : du P.C.F. jusqu'en 1938, du parti socialiste de 1933 à la guerre, du parti radical à la fin des années trente. De plus, les principaux journaux d'opinion s'impriment à Béziers : *La démocratie de l'Hérault* de sensibilité radicale, *L'aube socialiste*, socialiste, *Le travailleur du Languedoc*, communiste. Les élus Biterrois et en particulier Edouard Barthe bénéficient d'une forte influence, aussi bien locale que nationale.

Cette hégémonie radicale et l'orientation générale des choix politiques des électeurs donnent aux municipalités successives une continuité d'orientation qui se révèle bénéfique pour le développement de Béziers. La ville et son territoire d'influence gagnent à être liés à un parti de gouvernement, à être représentés à l'échelon national par des hommes, députés, ministres influents. A cet égard, l'action de lobbying menée par Edouard Barthe, obtient un soutien constant de l'État afin de lutter contre la surproduction chronique : lutte contre la fraude, développement de la consommation, protection des vins français, distillation. Le statut de la viticulture, dont Barthe est l'inspirateur, en réduisant la surproduction par la taxe au rendement, par la limitation des plantations, par l'augmentation de la distillation, le blocage des récoltes et l'échelonnement des ventes permet à l'économie locale de surmonter la crise des années 1930.

La sensibilité radicale de Béziers a ses sources dans la sensibilité républicaine de la ville. Elle traduit l'état d'esprit commun à tous ceux qui revendiquent l'héritage de la Révolution française et aspirent à une politique de réforme conduisant à une démocratie politique et sociale fondée sur le suffrage universel et des réformes sociales. Une politique de réforme qui réaliserait pleinement la laïcité, la liberté et l'égalité mais qui n'entend pas rompre avec l'idéal révolutionnaire de la petite

propriété. De populaire et urbain, le phénomène devient de plus en plus provincial et rural, ce qui conforte son implantation dans le Biterrois. Il est fortement représentatif des classes moyennes et oscille entre ses fidélités démocratiques et ses attaches avec le monde du commerce et de l'industrie. Il tire sa force à Béziers de l'unité qui s'y manifeste, au moins aux élections, entre le courant républicain bourgeois et un courant républicain populaire faite, comme on l'a vu, d'anticléricisme, d'attachement à la laïcité et d'aspirations égalitaires.

A l'échelon national, avec la création du parti socialiste unifié en 1905, les socialistes, après les élections de 1906, se séparent des radicaux. Dès lors les socialistes Biterrois, en dépit de quelques alliances, disputent l'hégémonie radicale aux élections. Après le congrès de Tours en 1920 et la scission qui s'y produit entre socialistes entraîne la création du parti communiste. Dès la même année, dans une atmosphère de conflits du travail, entraînée par l'ouvrier Joseph Lazare, de nombreux militants de la section socialiste passent au parti communiste. Comme dès 1921, la section socialiste sous l'influence de l'avocat Fernand Roucayrol se reconstitue, prenant même le contrôle de la fédération socialiste de l'Hérault, comme l'idéologie communiste ne mord pas vraiment sur l'électorat, le parti communiste ne dispose que d'un faible poids électoral. Mais ses dirigeants, tels Raoul Calas, Étienne Fajon, Paul Balmigère, sont de qualité. Le parti forme des cadres et pénètre peu à peu les entreprises industrielles en influençant le syndicalisme ouvrier au sein de la C.G.T. ou de la C.G.T.U. Si l'hégémonie radicale est réelle aux élections municipales, les socialistes n'en demeurent pas moins des concurrents sérieux. Pour les élections législatives, les forces politiques en présence sont plus équilibrées et se traduisent par une répartition des sièges entre les deux partis.

La sensibilité radicale si prépondérante à Béziers rejaille sur l'utilisation de la langue française. Les lois de Jules Ferry se traduisent dans la ville par l'ouverture de nouvelles écoles publiques. Les municipalités font de gros efforts pour favoriser et développer l'instruction et l'école publiques. Amélioration de l'enseignement primaire pour les filles, pour l'école pré-élémentaire, création de crèches municipales, fourniture gratuite des livres aux élèves indigents, cours de dessin. Autour de 1900, de nouveaux établissements ont vu le jour : le collège de jeunes filles, l'école pratique de commerce et d'industrie, le collège reconstruit en 1904 qui prend le nom d'Henri IV. Durant l'entre-deux-guerres, la scolarisation est désormais massive. Comme les lois républicaines imposent l'enseignement exclusif du français, la langue française se répand, d'autant plus fortement qu'elle s'impose comme langue de promotion sociale, comme véhicule obligé dans l'administration et l'économie moderne. Il en résulte un recul certain de la langue occitane qui reste encore parlée en famille, dans la rue, ou quelquefois au travail mais qui doit s'effacer progressivement devant la langue française et une culture différente de celle de la langue d'oc.

## **Les grèves de 1936**

A l'échelon national, l'échec de la politique de déflation et de la tentative d'équilibre budgétaire du ministre P. Laval, vite impopulaire, en raison des misères engendrées assurent en 1936 la victoire électorale du Front populaire dont le programme économique prévoit des mesures destinées à ranimer la vie économique et à accroître le pouvoir d'achat. Lorsque le gouvernement Blum prend le pouvoir, le mécontentement populaire si longtemps comprimé se manifeste vigoureusement par des occupations d'usines, des grèves. A Béziers, aux élections de 1936, si les socialistes avec Roucayrol et les radicaux avec Albertini se partagent les deux circonscriptions, le Parti Communiste progresse nettement.

Alors que le mouvement de grèves éclate en mai 1936, à Béziers, il ne commence que le 10 juin aux usines Fouga et s'étend à de nombreux secteurs : agriculture, bâtiment, commerce. Au total, on enregistre trente-sept grèves et 7 800 grévistes. La C.G.T. et le P.C. qui influencent



beaucoup de ses militants jouent un rôle important dans leur déclenchement et leur déroulement, deux syndicalistes de la CGT y jouent un rôle important : Ricardo Sojat et Jean Domenech. Béziers se place alors très largement en tête du mouvement gréviste héraultais. Il en résultera, une progression forte de la syndicalisation qui passera de 1 700 au début 1936 à 11 000 en 1937. La C.G.T. en sera la principale bénéficiaire mais le mouvement syndicaliste se diversifie avec la création de l'union locale de la C.F.T.C. confortée par l'apport de la Jeunesse Chrétienne Biterroise.

Les grèves se terminent dans la plupart des cas à Béziers par des augmentations de salaires significatives et par la signature de conventions collectives. Mais dans la ville le climat social demeure tendu en raison de la remise en cause de ces accords qui engendrent de nouvelles grèves en octobre 1936 aux Docks Méridionaux et en 1938 chez Fouga. Le dernier mouvement revendicatif le 30 novembre 1938 contre les décrets-lois Reynaud-Daladier, s'il rencontre avec 4 262 grévistes un réel succès à Béziers génère par contre une vive hostilité du gouvernement et de la presse et entraîne le licenciement de 162 salariés dont de très nombreux leaders syndicaux.

## La seconde guerre mondiale

La mobilisation appelle des milliers de Biterrois sous les armes. Après la débâcle de l'armée française, l'armistice du 22 juin 1940 qui marque la fin de la Bataille de France est signé afin de mettre fin aux hostilités et d'établir les conditions de l'occupation par l'Allemagne. La France est divisée en deux parties par une ligne de démarcation, la zone occupée qui est sous l'autorité allemande, et la zone dite « libre », qui demeurent sous l'autorité du nouveau gouvernement français. Béziers fait partie de la zone non occupée. Les rouages de Vichy se mettent en place. Le maire A. Albertini qui s'est rallié à Vichy est maintenu dans ses fonctions. La répression politique et sociale se met en place et s'exerce en direction des communistes, des francs-maçons dès l'été 1941 puis des juifs.

Du fait de la ponction de main d'œuvre, l'activité se ralentit, la production de vin diminue de moitié. Le pouvoir d'achat des Biterrois enregistre une forte baisse. Très vite, les problèmes de ravitaillement se révèlent préoccupants et constants. La population régresse du fait du non retour, de la baisse de la natalité, de l'arrêt de l'immigration.

A l'échelon national, le parti communiste interdit le 26 septembre 1939 se reconstitue dans la clandestinité, tandis qu'à Béziers les premiers mouvements d'opposition à Vichy se structurent et se regroupent au cours de l'année 1941 autour du mouvement Combat. En juillet 1942, douze militants sont arrêtés. Le 11 novembre 1942, Béziers est occupé militairement par les troupes allemandes. Par réaction à cette occupation, la résistance entre dans une phase opérationnelle avec le Groupe franc Arnal qui dépend de Combat puis avec les groupes de Francs tireurs et partisans. A partir de janvier 1944 et jusqu'à la Libération, les attentats, les sabotages contre les voies ferrées, les locomotives, les wagons, les pylônes électriques se multiplient. Ils sont organisés par le groupe Arnal, par l'action ouvrière de Fouga et par le groupe F.T.P. Grandilier de la S.N.C.F. Sur l'ordre général d'Alger, à la veille du débarquement des forces alliées en Provence, les sabotages de voies ferrées se multiplient tandis que des combats s'engagent entre Colombiers et Béziers. La ville est libérée le 22 août 1944 et un comité provisoire de libération s'installe à l'hôtel de ville. Dans les jours qui suivent des arrestations de miliciens ou de collaborateurs sont opérées, des interdictions professionnelles de commerçants et des amendes sont prononcées. Une cour martiale procède à seize condamnations à mort, immédiatement exécutées, de même qu'à des peines de prisons. Quelques exécutions sommaires se produisent. Béziers n'échappe pas aux débordements qui se produisent un peu partout en France.



Il faut dire à la décharge de la ville que la cité n'a pas été exempte de souffrances. Le 6 juin au sud de Saint-Chinian soixante-dix volontaires gagnent le maquis. Tombés dans une embuscade tendue par les Allemands, cinq d'entre eux sont tués et dix-huit prisonniers sont fusillés le lendemain au Champ de Mars de Béziers. Le 21 août des blindés allemands, traversant la ville, tirent sur des civils désarmés en tuant dix et en blessant quarante.

La résistance de Béziers à l'occupation allemande est magnifiée par la figure de Jean Moulin. En 1940, lorsque les Allemands envahissent la France, Jean Moulin est Préfet d'Eure-et-Loire. Les Allemands l'emprisonnent parce qu'il refuse de signer une déclaration rendant des soldats sénégalais responsables d'atrocités. Afin de ne pas céder aux pressions, il préfère se trancher la gorge. Le foulard dont il s'entoure le cou masque désormais la cicatrice. Mis en disponibilité par Vichy, Jean Moulin gagne Londres où le général De Gaulle lui confie la mission d'unifier la résistance. En 1942, il se fait parachuter en zone libre, se fait connaître par les pseudonymes de «Max», «Rex», «Mercier», dote les mouvements de résistance de services communs de transmission, d'informations, de parachutages, de financement et réussit en 1943 à créer le Conseil National de la Résistance. Son rôle dans l'unification des mouvements de résistance au sein du Conseil national de la Résistance fut primordial. A la suite d'une trahison, il fut arrêté, torturé par la Gestapo il mourut dans le train qui le déportait en Allemagne.

Ce héros de la Résistance dont on a célébré le sens de l'État, le patriotisme, le martyre a imprégné profondément la mémoire collective nationale. Le discours d'André Malraux prononcé lors du transfert des cendres de Jean Moulin au Panthéon, le 19 décembre 1964, par un jour glacial, en présence du général De Gaulle est resté gravé dans les mémoires de ceux qui l'entendirent. On ne peut l'entendre ou le lire sans avoir la gorge serrée et sans ressentir une profonde émotion : « *Entre ici Jean Moulin avec ton immense cortège d'ombres défigurées ; visage de la France meurtrie, menacée mais qui ne renonce jamais ; soldat de l'ombre, de la liberté, de la résistance...* »

Jean Moulin est un enfant de Béziers. Il naît le 20 juin 1899 à Béziers de Blanche et Antonin Moulin (professeur d'Histoire Géographie au collège de garçons) rue d'Alsace, donnant sur le Champ de Mars, face à la caserne de cavalerie Du Guesclin, où la ville de Béziers, à l'occasion du centenaire de sa naissance, a perpétué son souvenir en érigeant une statue en bronze, le représentant, grandeur nature, tel que la photographie l'a immortalisé avec son chapeau et son écharpe, enfermée entre trois colonnes symbolisant l'oppression, l'étouffement, l'enfermement auxquels la France était soumise.

Jean joue au Champ de Mars avec son ami d'enfance Marcel Bernard qui fera plus tard la photographie qui l'a immortalisé, à Montpellier, au Peyrou. Il y assiste à l'exercice des soldats de la caserne de cavalerie Du Guesclin, à des concours hippiques, et s'enchant devant les cirques qui s'y installent. Il n'ira pas à l'école communale mais fréquentera la classe enfantine du collège de garçons. Privilège qu'il doit à son père qui appartient au milieu enseignant de l'époque, modeste mais qui tient son rang dans la petite bourgeoisie. Selon sa sœur, Laure, Jean n'est pas un élève trop brillant. Il donne des soucis à son père qui veut lui donner des cours de soutien, mais qui perdant patience le giflé lorsqu'il répond cahin caha, si bien que finalement, Antoine Moulin y renonce.

L'éducation qu'Antoine Moulin donne à ses enfants est stricte. Il leur enseigne l'obéissance, la réserve, la mesure. Il leur transmet ses valeurs et son exigeante morale civique : « instruction, travail, justice, vérité, tolérance, solidarité ». Les modèles montrés en exemple sont Camille Desmoulins et Georges Danton, des révolutionnaires de conviction mais sans dogmatisme, et surtout Léon Gambetta dont le jeune Antoine Moulin a pu suivre les efforts déployés pour installer définitivement la République en France.

Jean Moulin poursuit toute sa scolarité au collège de garçons . Il est bachelier en 1917. Il révèle très tôt des aptitudes pour le dessin et la caricature. A quinze ans, il dessine des caricatures de soldats allemands qui seront remarquées. Ses caricatures seront publiées dans quelques journaux à Béziers ou à Paris. Il est également illustrateur du morlaisien Tristan Corbière et il publie des caricatures et des dessins humoristiques dans la revue Le Rire sous le pseudonyme de Romanin. Il a laissé au total près de six cents oeuvres que sa soeur, Laure, a léguées au musée des Beaux Arts de Béziers. Il entame des études de droit à Montpellier. Le jeune homme est réservé, voire timide. Il n'est pas économe. Il demande sans cesse de l'argent à ses parents et ses demandes seront sans cesse renouvelées. Il est mobilisé en avril 1918 et envoyé dans les Vosges où le surprend l'armistice de novembre 1918.

C'est dans une famille républicaine que Jean Moulin puisera ses convictions et son patriotisme. Son père, Antoine Moulin, professeur au collège municipal était fortement engagé dans la politique locale : membre du parti radical, de la ligue des droits de l'homme, du grand Orient de France, de la société d'éducation populaire, il fut conseiller général du premier canton de Béziers de 1913 à 1931 et, à plusieurs reprises, conseiller municipal. Il était profondément lié avec le Maire de Béziers, Alphonse Mas, et avec le député, Louis Laferre. Antoine Moulin s'engagea avec énergie et courage pour toutes les causes qui lui tenaient à coeur. Il fut de tous les combats pour la défense de la République et de la liberté sous la IIIe République. Il s'opposa au mouvement boulangiste. Au moment de l'affaire Dreyfus, dès le début, Antoine lutta contre l'erreur judiciaire et pour faire libérer l'innocent. Face à l'injustice et au déchaînement de racisme qui accompagne l'affaire Dreyfus fut créée la ligue des droits de l'Homme. Dès sa création, Antoine Moulin adhéra à la section de Béziers. Il en deviendra plus tard le président.

Ses convictions laïques et anticléricales le poussèrent à s'engager dans la Franc-Maçonnerie. En 1902, il se fit recevoir dans une loge affiliée au Grand Orient de France. Lors de la séparation de l'Eglise et de l'Etat, il prit position nettement pour la séparation. Il participa à la création et au développement de la société d'éducation populaire ou des professeurs, instituteurs, ingénieurs et médecins donnaient bénévolement le soir des cours, destinés principalement aux jeunes travailleurs. Il anima un comité créé pour ériger un monument à la mémoire de l'ancien maire Casimir Péret, mort en déportation en Guyane et célébrer la mémoire des républicains biterrois de la deuxième république, victimes de la répression bonapartiste en 1851-52 pour avoir tenté de résister au coup d'Etat du 2 Décembre 1851. Le monument, réalisé par le sculpteur biterrois Injalbert et financé par souscription fut inauguré en 1907. En 1923, il participa à la création de l'association laïque pour la jeunesse. Cependant, son engagement laïque est exempt de sectarisme. Il respecte les convictions religieuses des autres, de sa femme notamment qui a toute liberté de donner une éducation religieuse à ses enfants. S'il lutte à titre personnel contre les injustices, Antoine Moulin ne se sent pas proche du mouvement ouvrier qu'il accuse de diviser le camp républicain. Il est radical et non socialiste.

C'est auprès de son père et à travers son exemple que Jean Moulin puisera son patriotisme, son attachement à la République, son sens du bien public et de l'État, toutes choses dont il donnera amplement la mesure dans sa carrière préfectorale et plus tard, à travers la mission que le Général de Gaulle lui confiera dans la Résistance.

Démobilisé en novembre 1919 il reprend ses études et obtient sa licence de droit en 1921. Les réseaux radicaux et francs-maçons et l'appui qu'ils lui accordent lui permettent d'entrer dès l'âge de 19 ans au cabinet du Préfet de l'Hérault et plus tard d'entrer dans la carrière préfectorale. La qualité de son travail le fait nommer chef-adjoint de cabinet fin 1920. Parallèlement, il devient vice-président de l'Union générale des étudiants de Montpellier et membre des Jeunesses laïques et républicaines.

En 1922, il entre dans l'administration préfectorale, comme chef de cabinet du préfet de la Savoie, poste très important pour son âge. De 1925 à 1930 il est sous-préfet d'Albertville. Il est à l'époque le plus jeune sous-préfet de France. En 1930, il est sous-préfet de Châteaulin dans le Finistère. Il y fréquentera des poètes locaux comme Saint-Pol-Roux à Camaret et Max Jacob à Quimper. En 1932, Pierre Cot, homme politique radical-socialiste, le nomme chef adjoint de son cabinet aux Affaires étrangères. En 1933, il est sous-préfet de Thonon-les-Bains et occupe parallèlement la fonction de chef de cabinet de Pierre Cot au ministère de l'Air sous la présidence d'Albert Lebrun. En 1934 il est sous-préfet de Montargis et secrétaire général de la préfecture de la Somme à Amiens. En 1936, il est à nouveau nommé chef de cabinet au ministère de l'Air du Front populaire d'où il aide les résistants républicains espagnols anti-franquistes en leur envoyant des avions et des pilotes. En janvier 1937 il devient le plus jeune préfet de France d'Aveyron, à Rodez à l'âge de 38 ans. En 1938, il est préfet de Charente. En 1939, il est nommé préfet d'Eure-et-Loir à Chartres.

En raison de ses idées républicaines marquées à gauche comme radical-socialiste et de son appartenance à la franc-maçonnerie, il est révoqué par le Régime de Vichy du maréchal Philippe Pétain le 2 novembre 1940 et placé en disponibilité. Il s'installe dans sa maison familiale de Saint-Andiol (Bouches-du-Rhône) d'où, à la suite de l'appel du 18 juin 1940 par le général de Gaulle depuis Londres, il prend contact et entre dans la Résistance française.

*« Au mois d'octobre 1941, écrit le Général de Gaulle dans ses mémoires de guerre, j'appris la présence à Lisbonne de Jean Moulin, arrivé de France et qui cherchait à venir à Londres. Je savais qui il était. Je savais, en particulier, que préfet d'Eure-et-Loir lors de la rentrée des Allemands à Chartres il s'était montré exemplaire de fermeté et de dignité, que l'ennemi, après l'avoir malmené, blessé, mis en prison l'avait finalement libéré avec ses excuses et ses salutations, que Vichy, l'ayant remplacé dans son poste, le tenait, depuis, à l'écart. Je savais qu'il voulait servir. Je demandai donc aux services britanniques que cet homme de qualité fût dirigé vers l'Angleterre. Il me fallut attendre deux mois pour avoir satisfaction. L'« Intelligence », en effet, va s'efforcer de s'attacher Moulin.... J'obtins que le loyal voyageur parvint à destination... »*

*« Dans le courant de décembre, j'eus avec lui de longs entretiens. Jean Moulin, avant d'aller à Londres, avait pris de nombreux contacts avec chacun des mouvements de la résistance, et, d'autre part, sondé divers milieux politiques, économiques, administratifs. Il connaissait le terrain sur lequel, de prime abord, je projetais de l'engager. Il faisait des propositions nettes et formulait des demandes précises.*

*« Cet homme, jeune encore, mais dont la carrière avait déjà formé l'expérience, était pétri de la même pâte que les meilleurs de mes compagnons. Rempli, jusqu'au bord de l'âme, de la passion de la France, convaincu que le « gaullisme » devait être, non seulement l'instrument du combat, mais encore le moteur de toute rénovation, pénétré du sentiment que l'État s'incorporait à la France Libre, il aspirait aux grandes entreprises. Mais aussi, plein de jugement, voyant choses et gens comme ils étaient, c'est à pas comptés qu'il marcherait sur une route minée par les pièges des adversaires et encombrée d'obstacles élevés par les amis. Homme de foi et de calcul, ne doutant de rien et se défiant de tout, apôtre en même temps que ministre, Moulin devait en dix-huit mois, accomplir sa tâche capitale. La résistance dans la Métropole, où ne se dessinait encore qu'une unité symbolique, il allait l'amener à l'unité pratique. Ensuite, trahi, fait prisonnier, affreusement torturé par un ennemi sans honneur, Jean Moulin mourrait pour la France, comme tant de bons soldats qui, sous le soleil ou dans l'ombre, sacrifièrent un long soir vide pour mieux remplir leur matin. »*

## L'immédiat après guerre

Le parti communiste, solidement implanté dans la classe ouvrière et qui dispose d'un grand savoir faire dans la mobilisation des masses lors des manifestations, augmente son poids électoral dans la ville. De 1945 à 1947, le communiste Joseph Lazare est élu maire de Béziers. Cependant, bien qu'affaiblis du point de vue électoral, dès 1947, les radicaux n'en conservent pas moins la direction de la municipalité jusqu'en 1977 avec Émile Ain, Émile Claparède et Pierre Brousse. Le parti socialiste, sorti affaibli de l'épreuve de la guerre, fait pencher la balance d'un côté ou de l'autre par son soutien ou son abstention.

Les conflits du travail font irruption dans la cité, souvent orchestrés par la C.G.T. avec le soutien du P.C.F. qui cherchent à faire la démonstration de leur force. Il en résulte des conflits très durs, des grèves largement suivies, émaillés quelquefois de violents incidents (3 décembre 1947). Les conflits du travail, le très long mouvement de grève de 1968, le conflit de la Cameron en 1977, les actions menées contre la fermeture des usines, longues, exacerbées, sans concession, telles la lutte contre la fermeture des usines Fouga en 1961, 1962, 1964, ou celle de la succursale Renault, n'empêchent rien mais donnent à la ville une réputation qui éloigne momentanément les implantations nouvelles.

Depuis les années 1953, Béziers devient un des lieux principaux des rassemblements et des protestations des viticulteurs et inaugure une nouvelle forme d'action, le barrage routier. La ville se montre souvent solidaire, son économie essentiellement viticole la rendant sensible à la chute des cours du vin ou aux importations de vins étrangers. Le 5 février 1976, les syndicats ouvriers accordent leur soutien aux organisations viticoles et les commerçants participent à une opération violente. Pour spectaculaires, violentes et médiatiques qu'elles soient ces actions ne règlent rien et freinent au contraire le renouveau de la viticulture.

Pour se construire et se développer au cours de sa longue histoire, la ville a mis à profit la présence de deux collines, Saint-Nazaire et Saint-Jacques, dominant la vallée de l'Orb, franchissable à gué. Au delà de l'Orb, le Faubourg n'a connu qu'une extension récente et limitée en raison du danger présenté par les crues de l'Orb. Si dans la mentalité des Biterrois la réalité du centre coïncide avec le centre historique, avec les Allées et par extension avec le péri centre limité par l'avenue de la Liberté, la période qui s'étend de 1857 à 1952 apparaît comme la fin d'une stabilité séculaire due à un nouveau dynamisme économique et démographique entraînant l'amorce de grandes mutations sous l'influence de facteurs endogènes liés à l'enrichissement de la ville. Période de dynamisme suivie d'une longue léthargie, qui est un peu celle des occasions manquées, pendant laquelle on hésite entre le centre et la périphérie, sans choisir une direction nette et structurante.

Pendant tout un siècle, sous l'influence de facteurs endogènes, de son propre dynamisme économique et démographique, de nouvelles infrastructures dues au progrès des modes de communication, la ville de Béziers a été amenée à prendre en compte la recherche d'un nouvel espace vers l'Est entraînant le transfert des hommes et des activités. Le nouvel élan qui s'esquisse vers 1950, va conduire à l'éclatement consommé, le marquage de l'espace central étant alors appelé à traduire le poids de structures exogènes, l'insertion de Béziers dans des circuits extra-locaux et extra-régionaux : banques, chaînes commerciales, compagnies d'assurances, etc. En 1952, le débat et la dynamique du balancement entre centre et périphérie ne sont pas encore définitivement tranchés, mais le devenir urbain de Béziers se trouve placé désormais sous l'influence de facteurs exogènes que la ville saura attirer ou repousser.

Du point de vue urbanistique, le plan de Béziers en 1972 montre deux ensembles, séparés par l'axe des Allées Paul Riquet, qui regroupent les cafés, les grands magasins, le siège des banques. Le « marché du vendredi » y attire les courtiers, les négociants en vin et les vigneron du Biterrois. A l'ouest, le centre ancien regroupe des maisons anciennes et souvent dégradées, où voisinent ouvriers et boutiquiers ; c'est le secteur le plus animé et le plus varié grâce à la présence de l'hôtel de ville et de la poste, du lycée et des halles, de la cathédrale Saint-Nazaire et des principaux édifices religieux (Saint-Aphrodise, la Madeleine, Saint-Jacques), des musées des Beaux Arts et du Vieux-Biterrois. A l'est, les quartiers plus récents sont tout aussi hétérogènes. Les commerces ont franchi les Allées pour gagner l'axe de l'avenue Saint-Saëns, vers les Arènes et les voies privilégiées : avenue Clemenceau vers Pézenas au nord-est, avenue Wilson vers Sète au sud-est. Les boutiques cèdent peu à peu la place aux magasins spécialisés et aux garages, puis aux pavillons individuels.

Les immeubles collectifs autour des bassins, de l'hôpital (H.L.M. de la Dullague) et de la déviation est traduisent les extensions récentes en auréoles successives, qui gagnent peu à peu sur le vignoble et les grandes propriétés de la campagne biterroise.

La coupure fondamentale des Allées apparaît également au niveau des catégories socio-professionnelles et de l'équipement sanitaire. La partie occidentale abritant les ouvriers dans des immeubles insalubres qui datent du début du siècle ; près de la moitié des logements de la ville ont été bâtis entre 1871 et 1914, traduisant bien mal, alors, l'âge d'or de la viticulture Biterroise.

## **L'étalement urbain**

La recherche d'horizons plus lointains préfigure à Béziers l'étalement urbain qui se développe à partir des années soixante dans tout le pays. Mais à Béziers, il n'est pas lié au développement démographique. Il résulte, dans un premier temps de la nécessité de rechercher de l'espace pour les immeubles à habitat collectif, à l'habitat social de type H.L.M. qui répondent aux besoins découlant des destructions opérées au lendemain de la guerre, mais aussi à la recherche d'un confort moderne alors absent des logements de certains quartiers du centre ville souvent dévalorisés et quelquefois vétustes. Cette programmation se prolongera sur un long laps de temps. Elle portera sur des centaines de logements, quelques services de proximité et la construction d'écoles à la Dullague, à la Grangette et à L'Iranget.

Lorsque la ville recherche une solution immédiate et rapide pour accueillir les rapatriés d'Algérie, c'est vers le Sud-Est qu'elle se tourne. La construction du nouveau quartier excentré de la Devèze se fait plus au Nord du Capiscol afin de bénéficier des infrastructures et des réseaux de la nouvelle zone industrielle. L'habitat, essentiellement collectif, permet d'accueillir 6 000 rapatriés qui dynamiseront en partie la ville. Ainsi se construit un quartier excentré, qui se révélera une ville bis, souvent coupée du centre ville, à tel point qu'il faudra dans les écoles organiser des classes de ville pour permettre aux enfants de connaître le Béziers historique.

L'étalement urbain est favorisé par l'explosion des mobilités. Émergente aux lendemains de la seconde guerre mondiale, elle connaît un développement exponentiel et permet l'accroissement de la vitesse de déplacement qui favorise l'étalement urbain. A partir de 1960, l'accroissement du parc automobile et l'explosion des mobilités engendre une dilatation croissante des espaces urbains et des territoires. Les Biterrois de plus en plus motorisés font le choix de délaisser le centre ville au bénéfice de la maison individuelle en périphérie de la ville et très souvent dans les villages environnants. Il en résultera à la fin du XX<sup>e</sup> siècle qu'il n'est plus possible de parler de la population de la ville de Béziers sans faire référence à l'ensemble de la population biterroise et aux

communes qui constituent son aire d'attraction. Cela ne sera pas sans influence sur la structuration de la centralité de Béziers.

L'étalement urbain n'est pas le seul fait de l'habitat pavillonnaire, les zones consacrées aux activités économiques, presque toujours en périphérie sont dévoreuses d'espace, d'infrastructures et d'équipement. La mutation de l'économie biterroise est aussi un facteur de mutations urbaines. Au lendemain de la seconde guerre mondiale la persistance du marasme agricole compromet l'équilibre d'une économie construite sur la viticulture. Dans les années soixante, la viticulture et l'industrie traditionnelle de la ville et de l'arrondissement rencontrent de sérieuses difficultés marquées par la fermeture des usines textiles du Saint-Ponais, la baisse de la production des mines de Graissessac, la fermeture de Fouga. Dans ces mêmes années, la reconversion de l'économie biterroise s'amorce. Le secteur du bâtiment, porté par les équipements publics, est en pleine extension, de même que les services privés et le commerce, ce qui provoque de 1954 à 1962 une diminution du chômage. Une nouvelle économie se met en place dans laquelle le rôle moteur n'est plus assuré par le secteur viti-vinicole mais par les initiatives de la mairie et des pouvoirs publics. Accéléré par l'arrivée des rapatriés, le secteur du bâtiment prend le relais. Il est dopé par le commencement de la construction du Cap d'Agde, dont les travaux d'infrastructure sont confiés à la S.E.B.L.I. et par les équipements de la ville de Béziers : construction de la Devèze de logements H.L.M., de nombreux groupes scolaires, de la piscine, du palais des congrès, de stations d'épuration et de traitements des ordures ménagères, stades.

Anticipant le plan d'urbanisme directeur de 1968, la ville qui recherche des terrains pour transférer et accueillir des activités industrielles crée en 1960 la zone industrielle du Capiscol, un tènement de plus de 150 hectares qui se révèle structurant mais engendre un transfert d'entreprises situées en centre ville ou en péri centre. Les indicateurs économiques des années 1980 montrent que l'effort de structuration entrepris dans les années 1960 ainsi que le désenclavement de la ville par la mise en place de voies routières rapides (bretelle Est et rocade Nord en liaison avec l'autoroute A9, ouverte en 1974) ont porté leurs fruits.

Toutes ces infrastructures et ces équipements se font vers l'Est et tournent le dos au centre ville sans pour autant l'appauvrir gravement. Vers Badones pour accueillir la clinique mutualiste, vers la Dullague, la Grangette et l'Iranget où s'implantent des centaines de logements et quelques services de proximité entraînant un basculement total vers l'Est d'une grande partie de la population, définitivement écartée du centre.

## **Le temps de la planification et de la programmation**

Entre 1965 et 1977, la ville prend en main la conduite de l'urbanisation. C'est d'autant plus urgent et nécessaire que la superficie de la ville en un peu plus d'une décennie est passée de 200 hectares à 2 000 hectares, c'est-à-dire qu'elle occupe dix fois plus d'espace. La municipalité Claparède se donne alors pour objectif de limiter les dégâts en centre ville et de maîtriser le développement vers l'Est. Elle se dote d'un cadre bien défini pour se projeter vers l'avenir, d'une méthode reposant sur la planification et la programmation, d'un outil, la SEBLI, pour conduire les aménagements et d'un contrat de plan pour le centre, le contrat ville moyenne.

Et effectivement quelques réalisations majeures se font en centre ville : la première partie du parking Jean Jaurès, la démolition de la Maison du Peuple et la création du Palais des Congrès. Un peu plus loin, se réalise le stade nautique. Les activités industrielles occasionnant des nuisances, les grossistes et les abattoirs se replient vers la zone industrielle. Ce qui permet sur les espaces libérés, route de Bédarieux, de construire une H.L.M., un espace de jeux, la caserne des pompiers, une opération qui permettra de fixer de nouveaux résidents à proximité de la Font Neuve, et non



loin de la gare du Nord. De nouvelles infrastructures voient le jour en périphérie : la station d'épuration, la voie d'évitement Nord, tandis que la circulation automobile est ouverte sur le Pont Vieux.

Lorsque la ville souscrit en 1977 le contrat ville moyenne, après le temps des grands ensembles péri-urbains, des ZUP, et des grandes opérations d'urbanisme, les interventions sur les quartiers anciens se multiplient. La législation met l'accent à la fois sur les quartiers anciens s'appuyant sur un patrimoine architectural en apparence délaissé mais vite retrouvé à travers les secteurs sauvegardés, de contrats ville moyenne, des travaux des A.R.I.M.

## **Le balancement entre le centre et la périphérie**

Béziers ne fait alors que s'inscrire dans l'évolution des villes du Languedoc-Roussillon qui balancent entre centre et périphérie, entre l'essaimage d'activités centrales jusque là concentrées et le retour vers le centre d'une population éparpillée. Le contrat ville moyenne intervient dans l'évolution du centre, parlant d'acropole... de patrimoine... de conception latine de la cité... et marquant bien l'intérêt porté aux quartiers anciens après l'épisode de l'urbanisation périphérique. Il prévoit une restructuration à long terme à partir de restauration immobilière, de création d'espaces de loisirs ou de mise en place de voies piétonnes. Douze opérations portent sur le cadre de vie du citadin dont les 2/3 pour les quartiers anciens ; 7 rubriques apparaissent, parmi lesquelles la sécurité et l'agrément du piéton ; 11 points d'intervention sont prévus dont 6 dans le centre : Allées, Citadelle, Plateau, Hôtel de ville, Madeleine,-Halles, Acropole Saint-Nazaire, Bourg Saint-Jacques et Bourg Saint-Aphrodise.

L'A.R.I.M. intervient quant à elle sur une opération programmée d'amélioration de l'habitat afin de revitaliser le centre. Les trois secteurs choisis (Citadelle/Anciens combattants, Argenterie/Canterelles, Capus/Tourventouse) touchent 17 immeubles et 217 logements inconfortables pour lesquels on compte 1/3 des chefs de ménage âgés de plus de 65 ans, 2/3 d'ouvriers, 1/4 de maisons ne couvrant que 30 à 50 m<sup>2</sup> au sol, sur un parcellaire hérité du Moyen-Age. On essaie de dépasser les objectifs esthético-paysagers du contrat ville moyenne en agissant sur le logement afin de permettre aux habitants des secteurs concernés de demeurer dans leur quartier. Mais la nécessité d'intervenir rapidement s'impose alors, afin d'enrayer la dégradation du patrimoine et de mettre fin à la paupérisation de la population, en évitant tout dérapage vers la spéculation immobilière et la fuite de la population des quartiers anciens.

D'autres actions concernent le centre élargi vers la gare du Nord (habitat, jardin public, gare routière), le projet d'extension de la Courondelle, l'Orb et le Canal, l'implantation d'un IUT qui ne sera opérationnel qu'en 1975.

Mais ce sera le chant du cygne pour le centre ancien qui perd beaucoup de sa substance. Les indicateurs chiffrés le montrent bien, la perte de population entre les deux derniers recensements (1968, 1975) est de l'ordre du cinquième des habitants sauf autour de Saint-Nazaire et en bordure des Allées. L'évolution du commerce banal n'est plus qu'un long nécrologe, les implantations nouvelles relèvent souvent d'activités artificielles. L'itinéraire du centre ancien s'est réduit aux façades de quelques voies privilégiées masquant des quartiers prolétariés.

## **Une centralité en voie d'éclatement**

Au seuil des années 80, Béziers, s'inscrivant dans l'évolution des villes du Languedoc-Roussillon, balance entre centre et périphérie et enregistre l'essaimage d'activités centrales jusque là concentrées au centre ville. Sa centralité, qui monopolisait sur un espace central réduit en

extension l'essentiel des activités urbaines de haut de gamme, commerce spécialisé, administration, tout l'appareil tertiaire dont la concentration dans un tissu urbain souvent inadapté, menacée par une accessibilité de plus en plus malaisée, pose problème.

La ville offre alors le parfait exemple d'un centre-ville éclaté en trois sous-ensembles voisins et indissociables, mais désormais bien individualisés :

- l'espace aréolaire des quartiers anciens, à la fois totalisateur historique et lieu privilégié de concentration des pouvoirs et de l'appareil commercial ;
- la coupure linéaire des Allées, centre ludique et lieu de rencontre obligé, une limite devenue axe de symétrie;
- le semis d'un péri-centre (le terme étant pris ici dans son sens étroit d'espace situé à la périphérie du centre ancien), héritier du transfert de toute une série d'activités vers l'est, mais appuyé sur une série de points forts.

## Les trois espaces centraux de Béziers

Ils conservent un dénominateur commun, les établissements commerciaux partout présents, et la ventilation d'éléments de l'appareil administratif sur chacun des trois ; à titre d'exemple le pouvoir municipal reste dans le centre ancien, la sous-préfecture a été transférée place De Gaulle, les sièges des principales banques colonisent les Allées et la place de la Citadelle. La spécialisation de chacun d'entre eux souligne l'existence d'un modèle de centre-ville en rupture avec des héritages historiques longtemps maintenus.

### A. Le centre historique

Son cadre géographique, bien défini, s'inscrit dans un arc de cercle délimité à l'ouest par le talus qui domine le cours de l'Orb, la rectitude des Allées Paul-Riquet soulignant la corde de l'arc. Ce déterminisme physique, en bordure d'un plateau, offrait un certain nombre de potentialités plus ou moins exploitées ou rejetées au gré des époques, mais en fonction d'un certain nombre de constantes qui se sont maintenues jusqu'à l'époque actuelle :

- *l'axe essentiel du decumanus maximus* concentre de nombreux commerces sur la voie piétonne des rues Viennet et du Quatre-Septembre, de part et d'autre de l'ancien forum (place Gabriel-Péri) ;
- *l'acropole de Saint-Nazaire* constitue l'image classique et diffusée de la ville, plus à usage externe que pour le citadin lui-même ;
- *l'ancienne coupure de Canterelles* une entaille échançant le plateau et ménageant le passage de la voie domitienne vers le gué puis le pont sur l'Orb, isole le quartier populaire de Saint-Jacques.

L'assimilation quartiers anciens/centre-ville est donc un peu rapide; en fait c'est la partie médiane qui constitue le centre du centre, et cela depuis la fondation de la colonie romaine (en 46 A.c.) ; la périphérie *intra muros* est à la fois populaire et artisanale.

### B. L'axe des Allées

Les Allées restent une création du XIX<sup>e</sup> siècle, exemple peut-être unique dans la France méridionale d'une promenade-lieu de rencontre et d'échange que l'on ne retrouve ni à Perpignan, ni à Nîmes, ni à Narbonne, et qu'il faut aller rechercher au-delà des Pyrénées, plus précisément sur les Ramblas de Barcelone.

Des points forts structurent l'ensemble; le théâtre sorti de la vieille ville et implanté en 1844 sur son emplacement actuel, et plus lointaine, la gare qui entraînera en 1870 l'aménagement du Plateau des Poètes. Désormais les Allées sont à la fois bornées et prolongées au nord et au sud, il leur reste à annexer l'emplacement libre de la Citadelle, d'abord marché, lieu de foires et de concerts, concentration de cafés, puis aire de stationnement d'autobus et d'automobiles.

### C. Le péricentre à l'Est

Le nouveau tissu urbain qui se met en place à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle constitue plus qu'un desserrement, il traduit une véritable mutation économique. C'est le temps de l'étalement, d'une consommation d'espace sans contrainte, après la sortie d'un centre ancien étriqué et l'annexion des Allées. Le péricentre se structure en trois secteurs privilégiés qui conduisent à l'éclatement du centre :

- *l'axe de l'avenue Saint-Saëns*, avec ses résidences privées, ses cliniques, relayées par les salles de spectacle puis par le palais des congrès, jusqu'au nouveau secteur hospitalier et scolaire de l'est ;

- *la place Suchon*, créée à la disparition de l'Hôtel-Dieu en 1932, regroupant caisse d'épargne et d'allocation familiales, hôtel de police, lycée Riquet, central P.T.T., terminus de bus et sous-préfecture ;

- *la Z.A.C. de la Gare du nord*, qui reçoit en 1977 la nouvelle poste mais reste encore incomplètement utilisée. On rappellera enfin la présence de l'ensemble **caserne Duguesclin/place du 14 juillet** qui connaît des fortunes diverses depuis 1876, sans constituer l'amorce d'une centralité quelconque.

## La ville entre déclin et reconversion

### L'étalement urbain excessif vers l'Est

L'éclatement est consommé, le centre ville n'est plus synonyme de quartiers anciens. Les changements successifs de municipalités introduisent des solutions de continuité. De 1977 à 1983, le POS plus contraignant en apparence ouvre 2 800 hectares à une urbanisation s'étendant vers le Nord et l'Est. S'il s'étend à la gare du Nord et au Champ de Mars, le centre ville même étendu est de plus en plus marginalisé, il se dévitalise, se vide peu à peu de sa substance. Certains services techniques (UTOM, caserne Riols) se dispersent. Prenant le relais du contrat ville moyenne, une politique en direction de l'habitat de centre ville se développe sous forme d'OPAH.

De 1983 à 1989, la nouvelle municipalité réalise de grands équipements pour réactiver l'économie qui en a bien besoin et soutenir l'emploi. De grandes réalisations sont lancées sur la ville, le plus souvent en périphérie : le franchissement de l'Orb avec le Pont d'Occitanie, la création d'un service de restauration scolaire avec la cuisine centrale, le sport de haut niveau avec le stade de la Méditerranée. Les activités commerciales en périphérie avec le pôle commercial traduisent le poids des facteurs exogènes et l'insertion de Béziers dans des circuits extra-locaux et extra-régionaux. Au centre ville, la municipalité se penche sur les Halles et essaie de leur donner un nouveau dynamisme. Elle construit le musée du Biterrois. Le POS modifié restitue 1 000 hectares au secteur rural et préfigure de nouveaux pôles : Bastit, Mercorent, Crouzette, Courtade, Bayssan.

De 1989 à 1995, la nouvelle municipalité avec un nouveau POS souligne une zone d'activités économiques en forme de vitrine (voie Domitienne), ouvre la grande porte aux ZAC, sans corriger l'anarchie des zones commerciales et sans arriver à combattre l'isolement du centre ville.

## Vers un centre nouveau

Ainsi, pendant la seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle, après avoir balancé dans les années soixante, soixante-dix entre centre et périphérie, entre l'essaimage d'activités centrales jusque là concentrées et le retour vers le centre, le développement urbain s'est poursuivi d'une manière excessive vers l'Est, vers la périphérie qui captent alors l'essentiel des fonctions économiques et de la fonction commerciale concurrençant fortement dans ce dernier secteur la prospérité du centre ville.

Le centre ville historique s'est transformé selon le mécanisme du transfert. Pendant plusieurs siècles et à l'intérieur d'un territoire de dimension réduite sont regroupées l'ensemble des fonctions urbaines : religieuses, politiques et administratives, judiciaires et pénales (tribunal, auxiliaires de justice, prison), d'enseignement public et privé (écoles, collège, lycées), sanitaires et hospitalières, ludiques (cinémas, fêtes, bars et brasserie), culturelles (théâtre, musée), bancaires et économiques (Chambre de Commerce, marché du vin, marché aux bestiaux, activités artisanales, boutiques, halles centrales, rues et quartiers commerçants).

Un certain nombre de fonctions vont alors être transférées partiellement ou totalement soit sur l'axe des Allées, soit sur le péri centre, soit vers la périphérie. La fonction médicale s'étendra vers Badones qui accueille la Clinique Marchand. Fonction éducative : le Gargailhan et Badones seront dotés du lycée technique Mermoz et de l'immense cité scolaire. Le besoin d'espace éloigne les stades et les équipements sportifs du centre. Du point de vue économique lorsque se crée le pôle industriel du Capiscol, s'esquissera un transfert total des entreprises de grande dimension industrielles, artisanales, le déplacement des activités industrielles occasionnant des nuisances, des abattoirs, des grossistes. Tandis que la fonction commerciale balance entre centre, péri centre et périphérie.

Il en résulte que le centre ville ne peut plus se limiter au centre historique, ni même à la première extension du péri centre. Toutes les municipalités quand elles ont cherché à dynamiser le centre ville ont élargi et comme dilaté son périmètre, entre autres vers la gare du Nord, le Champ de Mars. Mais comme l'expérience de la Place de Gaulle l'a bien fait apparaître des équipements même prestigieux ne suffisent pas à donner un ensemble structuré. Les équipements et les activités gagnent à se structurer en pôles, reliés les uns aux autres, complémentaires, irriguant l'ensemble de la ville et de l'agglomération.

### **Les conséquences de l'éclatement du centre ville**

Conséquence immédiate, le péri-centre se trouve recentré, à l'échelle d'une ville nouvelle et grâce aux extensions vers l'est, préfigurant ce que pourrait être le centre de la fin du siècle, à l'échelle cette fois d'un Grand Béziers et non plus d'une ville de moins de 100.000 habitants.

### **Le centre ancien perd de sa substance :**

A un schéma : population active - ménages avec enfants - artisans, succède un schéma : population retraitée - célibataires âgés - main-d'œuvre étrangère. L'évolution du commerce banal n'est plus qu'un long nécrologe, les implantations nouvelles relèvent d'activités artificielles comme les boutiques vendant des gadgets ou les crêperies-salon de thé. L'itinéraire du centre ancien s'est réduit aux façades de quelques voies privilégiées masquant des quartiers prolétarisés.

Les indicateurs chiffrés le montrent bien, la perte de population entre les deux derniers recensements (1968, 1975) est de l'ordre du cinquième des habitants sauf autour de Saint-Nazaire et en bordure des Allées. C'est donc un processus d'affinage qui s'est engagé, qui risque - à terme - de ne laisser en place qu'un capital archéologique certes retrouvé mais dans un quartier-musée,

vidé de sa substance humaine. La ségrégation sociale se marque de façon de plus en plus nette entre l'ennoblissement de secteurs privilégiés comme Saint-Nazaire et la maghrébisisation des taudis de Cantarelles, le manœuvre d'Afrique du Nord ayant relayé le manœuvre espagnol.

L'éclatement est consommé, le centre ville n'est plus synonyme de quartiers anciens. Jusque-là la ville avait puisé en elle-même les éléments moteurs de sa croissance, désormais le marquage de l'espace central traduit le poids des facteurs exogènes et l'insertion de Béziers dans des circuits extra-locaux et extra-régionaux : banques, chaînes commerciales, compagnies d'assurance, etc... Les Allées ont désormais valeur d'axe, tangent à la vieille ville, qui reste un espace encore valorisé mais de plus en plus décentré géométriquement et fonctionnellement.

## **Le développement économique**

Du point de vue économique, le déclin de la viticulture semble entraîner irrémédiablement Béziers dans la spirale de la décadence et du renoncement. Au lendemain de la seconde guerre mondiale la persistance du marasme agricole compromet l'équilibre d'une économie construite sur la viticulture. Dans les années soixante, la viticulture et l'industrie traditionnelle de la ville et de l'arrondissement rencontrent de sérieuses difficultés marquées par la fermeture des usines textiles du Saint-Ponais, la baisse de la production des mines de Graissessac, la fermeture de Fouga.

Dans l'industrie les secteurs de pointe sont les industries mécaniques autour de la Cameron Iron Works et de ses sous-traitants, ainsi que les industries agro-alimentaires et dépendantes, telles que la Littorale. Mais se révèle aussi le poids de structures exogènes. Six entreprises sur les 57 qui regroupent 3 065 ouvriers ont leur centre de décision à l'étranger, neuf pour le marché international et vingt-huit pour le marché national. L'industrie biterroise dépend de plus en plus de structures exogènes et de capitaux étrangers. Des capitaux étrangers qui feront une entrée en force dans le secteur tertiaire et le commerce en rachetant les Docks méridionaux et en implantant les grandes surfaces dans les nouveaux quartiers de l'Est (Casino, Centre commercial Béziers II, Centre Leclerc, Géant).

Dans ces mêmes années, la reconversion de l'économie biterroise s'amorce. Le secteur du bâtiment, porté par les équipements publics, est en pleine extension, de même que les services privés et le commerce, ce qui provoque de 1954 à 1962 une diminution du chômage. Une nouvelle économie se met en place dans laquelle le rôle moteur n'est plus assuré par le secteur viti-vinicole mais par les initiatives de la mairie et des pouvoirs publics. Accélééré par l'arrivée des 7 600 rapatriés, le secteur du bâtiment prend le relais. Il est dopé par le commencement de la construction du Cap d'Agde, dont les travaux d'infrastructure sont confiées à la S.E.B.L.I. et par les équipements de la ville de Béziers : construction de la Devèze, de logements H.L.M, de nombreux groupes scolaires, de la piscine, du palais des congrès, de stations d'épuration et de traitements des ordures ménagères, stades.

La ville se dote d'infrastructures et d'un plan d'urbanisme. La zone du Capiscol, créée en 1960 attire de nouvelles entreprises et facilite la modernisation des industries existantes ou du tissu économique. Des parkings souterrains se construisent, une ZAC est lancée à la Gare du Nord, la bretelle Est et la rocade Nord, en liaison avec le péage de l'A9, met en place des voies routières rapides facilitant une structuration économique sur leurs bords. L'aéroport donne la possibilité de liaisons aériennes et laisse espérer de futures extensions.



## Entre déclin et reconversion

Après l'échec de Pierre Brousse, Béziers pendant presque deux décennies change de maire et d'orientation politique à chaque élection. Succédant à Pierre Brousse, alternent des maires de gauche et de droite : un communiste, Paul Balmigère, un R.P.R, Georges Fontès, un socialiste, Alain Barrau, un U.D.F., Raymond Couderc. En dépit des réalisations spectaculaires ou de bilans somme toute honorables, la versatilité de l'électorat est de règle. Si les élections législatives traduisent assez bien le rapport des forces politiques entre la droite et la gauche, les élections municipales se compliquent de nombreux facteurs : multiplication de petites listes dissidentes au premier tour, report incertain des voix au second tour, favorisé par les rancœurs, les ambitions déçues, l'absence de consignes claires de report, le poids des commerçants du centre-ville luttant farouchement contre le déclin commercial du centre qui sanctionnent les élus en leur reprochant de ne pas assez lutter contre le commerce de périphérie. Cette alternance est un handicap pour la ville qui ne peut mettre en œuvre des projets de longue durée.

Les signes de déclin se multiplient. L'image de marque de la ville est déplorable : le Monde publie un article assassin : « Béziers n'a pas le moral ». Son argumentation s'ordonne autour de trois idées principales : Béziers est une ville de vieux, du fait qu'elle change de maire à chaque élection, elle manque de cohérence politique, elle souffre d'un déficit d'image. Et le Monde d'enfoncer le clou : « la situation financière de la ville est catastrophique ». Dès 1987, une étude avait exploré ce déficit d'image et noté : « *Béziers est une ville opposée à l'autorité qui manque de dynamisme au plan économique et démographique. C'est une ville aux conflits durs et fréquents. Les cadres supérieurs et les intellectuels regrettent l'absence de vie culturelle de haut niveau ; les jeunes ajoutent que c'est une ville morte, léthargique où les activités ludiques et distrayantes réduites comme une peau de chagrin.* » Il faut dire que les Biterrois eux-mêmes faisant preuve de pessimisme semblaient douter de l'avenir de leur ville et véhiculaient pour certains l'impression d'un inéluctable déclin.

Les problèmes qui se posent alors sont nombreux. De nombreuses administrations et de nombreux services publics se déplacent vers Montpellier. Depuis le transfert consécutif à l'érection des régions, la concentration des directions s'opère inéluctablement, et en dépit des résistances au chef-lieu : SNCF, cadastre, sécurité sociale, EDF-GDF. A cela s'ajoutent alors, les menaces sur le maintien et le dépôt de la SNCF de Béziers et sur la division hydraulique de l'EFD à Béziers.

Le développement urbain n'est pas maîtrisé. La ville s'est développée démesurément vers l'Est. Le centre ville stagne, s'appauvrit et se vide. Les commerces de centre ville n'attirent plus la clientèle qui s'est déplacée vers les grandes surfaces de la périphérie. Lorsqu'on écoute les doléances de la population, Béziers apparaît comme une ville mal entretenue : sa propreté laisse à désirer, les trottoirs, la voirie sont en mauvais état, les bâtiments municipaux, les écoles, le parc immobilier se dégradent.

Ayant subi de plein fouet la crise agricole, la ville n'a pas trouvé le moyen de rebondir ni économiquement, ni démographiquement. Sous industrialisée, elle s'est laissée endormir perdant progressivement sa principale source de revenus, ses emplois et sa population, au profit de la périphérie. Le chômage y atteint un taux important, l'exclusion, la nouvelle pauvreté s'y multiplient. Béziers apparaît alors comme une ville isolée : la plupart des communes environnantes refusent de constituer une communauté de ville avec elle.

Du point de vue touristique, Béziers semble alors une ville qui n'a pas su se forger une image forte alors que sa région est fortement touristique. Sa localisation n'est pas bien perçue, ni son attraction touristique. Bien que les écluses de Fonseranes soient un point de forte attraction, Béziers demeure essentiellement une zone de passage. Rien n'attire alors le touriste à Béziers, rien ne



l'incite à y faire étape et encore moins à y séjourner. Son hôtellerie de centre ville a mal vieilli. Sa clientèle a été captée pour une bonne part par une hôtellerie de chaîne, de nouveaux établissements de périphérie qui constituent une hôtellerie de passage.

## **La mutation de l'économie biterroise**

Du pont de vue démographique, le tendance à la baisse de la population de la ville est compensée par la forte croissance enregistrée dans les communes de la couronne et plus particulièrement de celles qui sont situées le long de la frange littorale. Le solde naturel est légèrement négatif et le solde migratoire assez faible par comparaison avec celui de la région et du département montre la faible attraction de Béziers et de son agglomération. En réalité, le flux migratoire est principalement alimenté par l'arrivée de retraités et d'inactifs.

Alors que la région connaît de 1990 à 1999 une progression soutenue de l'emploi (+12 %), l'agglomération n'enregistre qu'une progression totale de 1 %. Après une période (1990-1996) de forte diminution du nombre d'emplois la courbe s'inverse dans les années 1997-1999 pendant lesquelles le taux de progression a été vraisemblablement supérieur à 0,1 % par an.

Le solde négatif d'emplois concerne essentiellement la ville de Béziers. À sa périphérie, les villages connaissent, sauf exception, un solde positif. Deux caractéristiques se dégagent de cette évolution. Béziers n'a pas empêché, bien au contraire, l'évolution de l'aire urbaine et n'a pas étouffé le développement économique de sa périphérie. Les villages de la couronne urbaine ont bénéficié de son attractivité. Un certain nombre d'entreprises, surtout artisanales, abandonnant alors la ville pour se fixer dans sa couronne. Les taux de la taxe professionnelle expliquaient en partie cette tendance.

On enregistre cependant au cours des dernières années un certain nombre d'implantations ou de développements d'entreprises créatrices d'emploi (BSN, Plate-forme logistique de la société CARREFOUR...) Ces créations d'emplois auraient dû profiter à la main d'oeuvre locale. Cela n'a pas toujours été le cas, à cause du manque de personnel qualifié répondant à l'offre des entreprises.

Le solde négatif de Béziers s'explique en grande partie par des événements dont la ville n'est pas responsable : fermeture ou transfert d'établissements publics (SNCF, EDF), fermetures dues au refus de restructurations nécessaires (garage Renault). De 1990 à 1999, le taux de chômage est en augmentation pour l'agglomération (de 19 % à 22%) et il touche plus particulièrement la ville centre avec un taux de 24 % en 1999. Le chômage touche les jeunes. Sur la période 1990-1999, pour la classe d'âge des 15 à 24 ans, on note la diminution du nombre de jeunes ayant un emploi ainsi que la diminution du nombre de jeunes chômeurs. Cela s'explique certainement par l'augmentation du nombre de jeunes suivant une formation. Le nombre des contrats à durée déterminée est important faisant apparaître dans une certaine mesure la réalité du travail précaire. Une des caractéristiques que l'agglomération partage avec la région.

D'autres éléments jouent également pour expliquer l'augmentation du chômage : le fait que les régions offrant traditionnellement des emplois aux jeunes Biterrois (Paris, l'est de la France) se sont peu à peu fermées ; l'arrivée d'une population attirée par le soleil et pas toujours pourvue d'emploi.

Le tissu économique est marqué par la prédominance des TPE-TPI. En 1999, 94,24 % des entreprises biterroises ont moins de 10 salariés (région 92 %). Le secteur tertiaire représente 79,8 % de l'ensemble des établissements actifs. Le nombre d'entreprises industrielles de plus de 10 salariés

(9,17 %) souligne la dimension industrielle de l'agglomération. Dans ce secteur, le Biterrois est bien le deuxième bassin de la région. L'agroalimentaire qui est le second pôle industriel du biterrois est bien présent à Béziers et l'agglomération. Un certain nombre d'entreprises du secteur du commerce et du service aux entreprises atteignent la taille de plus de 10 salariés. Ces secteurs ont le nombre et le pourcentage les plus élevés d'entreprises de 50 salariés et plus. Un certain nombre de jeunes entreprises contribuent au développement très net du secteur des services aux entreprises. Ces entreprises, loin de se limiter au marché local, travaillent pour le marché régional et le marché national.

Entre 1993-2000, l'évolution en pourcentage du nombre d'entreprises fait apparaître une diminution importante du nombre d'établissements dans le secteur du commerce et des réparations (-12,4 %). Le secteur de la construction connaît une évolution négative (-9 %). Dans le bâtiment, restructurations, gains de productivité, corrections expliquent cette baisse du nombre d'entreprises qui ne signifie pas pour autant une perte importante d'activité. L'évolution du secteur des autres services est très positive (+5,4 %). Très significative l'évolution de l'éducation, de la santé, des services sociaux, (+ 5,9 %) qui s'explique en partie par le nombre important de retraités dans l'agglomération et par les besoins qui en résultent. Encore plus significative, l'évolution des services aux entreprises (+20,5%), qui apparaît alors comme un secteur émergent. L'agglomération tout en conservant ses points forts (secteur de la métallurgie et des métaux) connaît une évolution significative dans le secteur des services qui la rapproche des traits caractéristiques de l'économie régionale.

Facteurs d'évolution favorable, à Béziers et dans l'agglomération, les taux de création d'entreprises selon les secteurs d'activités sont supérieurs à ceux du département et de la métropole. Le nombre de créations dans le secteur de la construction se place dans la dynamique régionale dont l'orientation est bonne. Après une période de défaillances, il semble que le secteur retrouve un taux satisfaisant de création. Le secteur du commerce et de la réparation, les services aux particuliers et aux entreprises, l'éducation, la santé et l'action sociale constituent les fers de lance de la création. Ils témoignent de leur vitalité dans l'agglomération. Le développement très net du secteur des services accentue la tertiarisation de l'économie biterroise.

Au début des années 1980, dans l'industrie, les secteurs de pointe sont les industries mécaniques autour de la Cameron et Iron Works et de ses sous-traitants ainsi que les industries agro-alimentaires et dépendantes, la plus grosse unité étant l'usine chimique, La Littorale. En 1981, cinquante-sept entreprises regroupent 3065 salariés mais six d'entre elles (1390 salariés) ont leur centre de décision à l'étranger, neuf (1462 salariés) travaillent pour le marché international et vingt-huit (1246 salariés) pour le marché national. L'industrie biterroise ne dépend donc plus que pour une petite part de l'économie régionale vitivinicole.

Dans le secteur tertiaire, en gros progrès, la part du commerce doit être soulignée. Béziers présente une infrastructure commerciale à très forte densité avec 1 100 établissements en 1973. A cette date, il s'agit d'un appareil commercial situé en priorité dans les quartiers du centre ville d'accès difficile et connaissant un net déclin démographique. Mais quelques années plus tard, les capitaux étrangers à la ville font une entrée en force dans ce secteur et implantent de grandes surfaces dans les nouveaux quartiers de l'est (Casino, Centre commercial Béziers II, centre Leclerc puis Géant). Le commerce local tente de réagir par la modernisation de ses locaux et par des interventions auprès des pouvoirs publics pour limiter les implantations de nouvelles grandes surfaces et obtenir la mise en place de vastes parkings au centre ville. Mais beaucoup de petits commerces ne peuvent résister à la concurrence.

Dans la dernière décennie du siècle, le nouveau visage économique biterrois n'est pas remis en cause. La viticulture est devenue à Béziers une activité quasiment marginale avec le

développement de l'urbanisation et l'attrait des primes d'arrachage. Béziers demeure toutefois la plus grande ville au cœur d'un vignoble de qualité allant de Faugères et Saint-Chinian à la Montagne de la Clape. La tradition industrielle est toujours présente avec notamment la métallurgie et la chimie (12 % de la population active en 1990). Depuis 1996, le Club Alliance des métaux pour le développement industriel du Biterrois (CAMDIB) regroupe une vingtaine d'entreprises et 1800 salariés. Le secteur du bâtiment et des travaux publics est toujours le secteur d'élection des petites entreprises et représente 8,3 % de la population active. La verrerie BSN s'est installée sur la rive droite de l'Orb. Plus que jamais le secteur marchand occupe la première place dans l'économie biterroise (57,2 % de la population active) et connaît dans ces années un vigoureux essor dû en partie à l'afflux de population touristique et estivale dans la région et qui, pour cela même est concentré dans la partie est de la ville, la plus proche des plages. Enfin, le secteur des services non marchands représente 19,4 % de la population active : fonctionnaires, employés de mairie et du centre hospitalier, etc.

Les données statistiques de l'INSEE viennent conforter la mutation constatée au cours des dernières décennies. Bien qu'elles ne portent pas sur la population active mais sur les établissements, elles montrent que la dimension industrielle de l'agglomération demeure une constante, de même que la dimension du secteur de la construction et du commerce. L'évolution la plus significative est celle des services non commerciaux. Le secteur du commerce et de la réparation, les services aux particuliers et aux entreprises, l'éducation, la santé et l'action sociale constituent les fers de lance de la création d'entreprises. Ils témoignent de leur vitalité dans l'agglomération. La tertiarisation de l'économie biterroise est de plus en plus nette.

Le fort potentiel commercial que permet la position de l'agglomération au sein d'une importante région touristique, sa situation de carrefour que vont venir renforcer dans un avenir proche l'arrivée de l'A 75 et la mise aux normes modernes de la voie ferrée Béziers-Neussargues, un riche patrimoine architectural qui commence seulement à être mis en valeur sont autant de facteurs positifs d'évolution.

## **Les moteurs de l'économie**

La viticulture a joué pendant longtemps un rôle moteur de l'économie biterroise. Vers 1960, l'ancienne économie vitivinicole laisse peu à peu la place à une nouvelle économie dans laquelle le rôle moteur n'est plus assuré par la viticulture mais par les initiatives de la municipalité et des pouvoirs publics. Cette caractéristique demeure actuelle pendant les années 80, les initiatives et les investissements de la ville et de l'agglomération, confortés souvent par les aides de la Région, de l'État, voire de l'Europe structurent l'évolution économique.

Déjà présents, pendant le siècle d'or de la ville, les capitaux étrangers à la ville ont fait une entrée en force dans le secteur commercial en implantant les grandes surfaces dans les nouveaux quartiers de l'est. Très présents dans le secteur de la distribution et la logistique ils constituent le second moteur de l'économie Biterroise.

La dynamique de la tertiarisation, confortée par le développement du tertiaire supérieur pourrait constituer un moteur de développement qui par les technologies de l'information et de la communication aurait vocation à s'ouvrir au marché national.

Comme dans toute mutation, la société se détruit plus vite qu'elle se reconstruit, la ville de Béziers et le Biterrois ont longtemps paru en déclin. En réalité, on l'aperçoit nettement avec les efforts de reconversion de la viticulture, la vitalité maintenue du secteur mécanique et des métaux, les changements structurels de l'économie, Béziers et le Biterrois étaient entrés dans une phase de mutation dont on percevra les effets à l'aube du nouveau siècle.